

COMPTE RENDU RESUME

DE LA VEME ASSEMBLEE GENERALE DE L'ICOMOS

Moscou - Souzdal

22 - 24 mai 1978

Sommaire :

| | |
|--|----|
| I. Ouverture de l'Assemblée Générale | 3 |
| II. Constitution des Comités | 8 |
| III. Rapport du Secrétaire Général sortant | 9 |
| IV. Rapport du Trésorier sortant | 9 |
| V. Règlement intérieur de l'Assemblée Générale | 9 |
| VI. Présentation du projet de révision des statuts de l'ICOMOS | 9 |
| VII. Programme et Budget 1978-1981 | 10 |
| VIII. Révision de la Charte de Venise | 10 |
| IX. Révision des statuts de l'ICOMOS | 12 |
| X. Rapport des Comités | 13 |
| XI. Election des Membres d'Honneur | 19 |
| XII. Election du nouveau Comité Exécutif | 19 |
| XIII. Clôture de l'Assemblée Générale | 20 |
| Annexe : Liste des participants | 21 |

COMPTE RENDU DE LA VÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ICOMOS

I. OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1. Election du Bureau de l'Assemblée

La Vème Assemblée Générale du Conseil International des Monuments et des Sites s'ouvre à Moscou, U.R.S.S., au Théâtre MKhAT, le lundi 22 mai 1978, à 9.30 h.

Monsieur Werner Bornheim gen. Schilling, Président du Comité National de l'ICOMOS en République Fédérale d'Allemagne, qui avait assuré la présidence de la IVème Assemblée Générale à Rothenburg, déclare la séance ouverte. Monsieur Bornheim exprime au Comité National Soviétique de l'ICOMOS la gratitude du Conseil et de tous les membres présents pour leur invitation et pour leur chaleureux accueil. Il évoque les précédentes assemblées qui ont marqué, chacune, une étape dans le développement du Conseil.

Sur proposition de Monsieur Bornheim, l'Assemblée procède à l'élection de son Bureau :

| | | | |
|--------------------------|-----|------------------|----------|
| Président de l'Assemblée | M. | A.G. Haltourine, | U.R.S.S. |
| Vice-Présidents | MM. | M.N. Deshpande, | I n d e |
| | | J.M. Essomba, | Cameroun |
| | | J.L. Medellin, | Mexique |
| Rapporteur | M. | R. Di Stefano, | Italie |

Monsieur Haltourine remercie l'Assemblée de l'honneur qui lui est ainsi fait.

2. Allocutions officielles

Monsieur Piotr M. Demitchev, Ministre de la Culture, transmet à l'Assemblée un message de bienvenue du Conseil des Ministres de l'Union des Républiques Socialistes :

" Le Conseil des Ministres de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques adresse son cordial salut aux participants de la Vème Assemblée Générale du Conseil International des Monuments et des Sites.

Les monuments de l'histoire et de la culture constituent des témoins matériels du développement de l'humanité, à travers les âges, rappellent son histoire, son travail et sa créativité. La connaissance de ce patrimoine favorise l'éducation des masses et suscite dans le peuple un sentiment de fierté pour sa nation et de profond respect envers les autres peuples.

Nous voici réunis dans notre pays peu de temps après la solennelle célébration du 60ème anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et vous verrez des faits qui vous convaincront des réalisations du peuple soviétique, dans des

domaines très divers, ainsi que du développement de la culture socialiste soviétique multi-nationale. Le souci du patrimoine national qui, dans ce pays, appartient au peuple même constitue l'une des caractéristiques de la politique culturelle léniniste, adoptée par le Parti Communiste et par le Gouvernement Soviétique. Alors que notre Etat était à l'aube même de son existence, le grand Lénine signait les premiers décrets nationalisant les monuments, les sites et les trésors des musées et en permettait l'accès aux masses populaires.

Ces directives de Lénine ont été inscrites dans la nouvelle constitution de l'U.R.S.S. qui précise que : " L' Etat est responsable de la protection, de l'accroissement et de l'usage du patrimoine culturel de la société, afin d'assurer l'éducation morale et esthétique du peuple soviétique et d'élever le niveau de sa formation culturelle." La loi sur la protection et l'usage des monuments historiques et culturels, adoptée depuis peu, répond aux mêmes objectifs.

Pour le peuple soviétique, l'engagement à assurer la préservation de son patrimoine culturel et le développement de la culture socialiste soviétique multi-nationale est inséparable de la résolution du problème essentiel des temps modernes : la préservation et la consolidation de la paix dans le monde. Durant la dernière guerre, le peuple soviétique a perdu près de 20 millions de ses enfants, des dizaines de milliers de villes et de villages ont été détruits et, avec eux, plus de trois mille monuments. Nombre de ces monuments ont pu être restaurés, mais quelques créations inestimables du génie humain ont été perdues à jamais. Cette expérience tragique qu'ont subie les peuples de notre nation, comme ceux de bien d'autres pays, nous oblige à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que pareille chose ne se reproduise jamais.

Puissent les travaux de votre Assemblée, contribuant avec d'autres au développement des échanges dans le domaine de la protection et de l'utilisation des monuments et des sites, donner une vigueur nouvelle aux échanges culturels internationaux, important facteur de détente et de confiance et contribuer ainsi à la consolidation de la paix dans le monde.

Le Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. souhaite que les délibérations de la Vème Assemblée Générale de l'ICOMOS soient fructueuses et réussies et espère que l'ICOMOS saura atteindre les objectifs élevés que vous vous êtes vous-mêmes fixés, en servant la noble cause de la sauvegarde du patrimoine historique et culturel de l'humanité."

Puis, le Président du Comité Exécutif du Conseil des Députés des Travailleurs de Moscou souhaite la bienvenue, en cette ville, à tous les membres de l'ICOMOS.

Monsieur Percy Stulz, Directeur de la Division du Patrimoine Culturel à l'UNESCO, présente à l'Assemblée les souhaits que formule le Directeur Général en cette occasion. Il souligne combien l'UNESCO apprécie le rôle de l'ICOMOS dans le développement de la collaboration internationale. Dans un domaine si complexe et si délicat, l'UNESCO bénéficie de la compétence professionnelle que lui apporte l'ICOMOS, tant pour l'élaboration et l'adoption de documents internationaux dans le domaine de la conservation que pour des recherches et des activités diverses qui lui sont confiées par contrat.

Le patrimoine architectural est, de plus en plus, perçu comme l'un des depositaires essentiels de l'identité culturelle des peuples. La collaboration et les échanges internationaux, dans ce domaine, ne peuvent conduire qu'à une meilleure compréhension mutuelle, entre les différentes cultures.

L'ICOMOS a apporté à l'UNESCO une importante assistance sur ce point : ses activités dans le cadre de l'application des accords d'Helsinki en sont le plus récent exemple. Le symposium de Souzdal propose aujourd'hui une réflexion sur un thème capital : Quelle est la place des monuments historiques dans la vie contemporaine? Comment les réanimer dans un contexte social et économique si différents de ceux qui existaient lors de leur construction ?

Le succès de la mission de l'ICOMOS, à travers le monde, dépendra du type de réponse qu'il saura apporter à ces questions.

3. Allocution du Président sortant de l'ICOMOS

Le Professeur Lemaire (Belgique) s'adresse ensuite à l'Assemblée :

" Nous voici réunis, plus nombreux que jamais auparavant, venus de plus de soixante pays, pour tenir les assises de notre cinquième Assemblée Générale. Nous sommes à Moscou grâce à la généreuse invitation de notre Comité Soviétique et, derrière lui, du Gouvernement de ce pays. Je suis certain d'interpréter sincèrement vos sentiments en exprimant la gratitude profonde que nous éprouvons à l'égard de nos hôtes.

Messieurs les Ministres, chers Amis du Comité Soviétique, Mesdames et Messieurs qui avez travaillé pendant de longs mois pour nous accueillir avec tant de cordialité, recevez notre merci sincère et l'expression de notre amitié. C'est une joie et un enrichissement pour nous que d'être dans votre pays.

Nous sommes heureux d'être accueillis dans cette vieille terre de Russie dont l'histoire et la culture sont, à la fois, celles de l'Occident et de l'Orient, terre de rencontre, terre de passage, enrichie par une longue civilisation à facettes multiples, souvent resplendissante comme l'éclat de ses coupes.

Le colloque que nous tiendrons à Souzdal pendant la seconde moitié de cette semaine, consacré à l'étude du rôle du patrimoine monumental dans la société contemporaine, trouve dans votre pays une illustration qui ne manquera pas d'animer notre réflexion. Nous repartirons d'ici enrichis non seulement de contacts renouvelés mais aussi d'images frappantes et souvent grandioses qui marquent l'oeuvre des hommes d'Union Soviétique, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui.

Croyez bien que nous garderons de notre séjour dans votre pays le souvenir d'une grande date dans la vie de l'ICOMOS et celui, plus précieux, de votre hospitalité légendaire.

Voici exactement quinze années que la décision de créer l'ICOMOS a été prise. C'était à la fin du mois de mai 1963, lors d'une réunion préparatoire à l'organisation du IIème Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments Historiques, qui allait se tenir l'année suivante à Venise, à l'initiative heureuse de notre Président d'honneur, le Professeur Gazzola (Italie). Depuis, l'ICOMOS est devenu l'une des grandes organisations internationales dans le domaine de la culture. Il est représenté dans plus de la moitié des pays membres de l'Organisation des Nations Unies. Tant au plan international que national, il participe de façon effective et efficace à la gestion du patrimoine monumental. Notre Conseil développe de larges efforts pour promouvoir la recherche dans tous les domaines de la sauvegarde et s'efforce de mettre sur pied, en collaboration avec l'UNESCO et ses organisations soeurs, l'ICOM et le Centre International de Conservation, une structure qui assurera au profit de tous une

meilleure diffusion de la connaissance scientifique, technique et méthodologique dans tous les secteurs qui touchent à ses activités.

Au cours des trois années qui nous séparent de notre Assemblée Générale de 1975, nous avons tenté de réaliser le programme approuvé à Rothenburg. Notre Secrétaire Général vous parlera en détail de notre action, de nos réussites, de nos espoirs et aussi, pourquoi les taire, de nos échecs. Grâce à une plus grande participation de nos membres, aux efforts de nombreux dirigeants de Comités Nationaux, à une action soutenue d'un Secrétariat mieux équipé, notre travail a pu non seulement s'étendre mais aussi s'approfondir. Faut-il ajouter que celui-ci est facilité par l'intérêt de plus en plus grand qui s'éveille, partout dans le monde, pour la sauvegarde du patrimoine et à une meilleure perception de son rôle essentiel non seulement dans la vie de l'esprit mais, tout simplement, pour la qualité de la vie.

Cependant, nous aurions grand tort de croire que nous avons gagné la bataille. Depuis que les limites du concept "monument historique" ont été grandement élargies et que nous avons reconnu comme monument, à côté des œuvres majeures de la culture toutes celles qui sont le produit de la vie quotidienne qui, seules, permettent de comprendre et de bien situer les premières, les frontières de notre action ont été repoussées à peu près à l'infini. Cette nouvelle dimension du problème requiert non seulement une vigilance accrue de tous ceux qui, à tous les niveaux et dans toutes les disciplines, ont la charge de la sauvegarde, mais aussi une approche intellectuelle et morale adaptée à cette nouvelle situation. Beaucoup reste à faire pour ajuster nos idées, pour mieux justifier nos choix, pour créer les moyens juridiques et administratifs de la sauvegarde, pour adapter nos méthodes, pour développer nos techniques. Cet effort nécessaire constitue l'objectif principal de l'ICOMOS. Il le poursuit depuis sa création en collaboration constante avec l'UNESCO, le Centre International de Conservation, l'ICOM, l'U.I.A., l'I.F.L.A. et les corps spécialisés des grandes organisations politiques régionales, telles que l'Organisation des Etats Américains, le Conseil de l'Europe, la Ligue Arabe et l'Organisation de l'Unité Africaine. L'ampleur des problèmes exigera, au cours des années qui viennent, un effort considérable de chacun d'entre nous. Nous devons donc nous organiser et nous équiper à cet effet car l'apport de tous sera bien insuffisant pour faire face à toutes nos obligations. Je voudrais donc inciter tous nos membres à accorder, pendant les trois années qui viennent, aux travaux de l'ICOMOS une attention et une collaboration plus soutenues que dans le passé. Nous réunissons dans nos rangs la grande majorité de ceux qui pensent et qui agissent en faveur de la préservation du patrimoine. C'est de la confrontation de nos expériences, de notre réflexion en commun, de la recherche mieux coordonnée que doit résulter une action plus appropriée et plus efficace.

Il n'y a pas d'action sans moyens et, si on croit en l'importance et la valeur de l'objectif, il faut réunir les moyens de sa réalisation. Les finances sont, en général le talon d'Achille des organisations internationales. Hélas, l'ICOMOS n'échappe pas à cette règle. Notre Trésorier vous fera part de ses soucis. Malgré les efforts importants consentis par l'UNESCO et par un trop petit nombre de pays - auxquels je tiens à exprimer notre reconnaissance - notre budget ne suffit pas, et de loin, à satisfaire nos besoins essentiels. En fonction de ses responsabilités et des charges croissantes, l'équilibre des finances de notre organisation constitue un miracle annuellement renouvelé. Mais il est présomptueux d'espérer trop de miracles! La consolidation de nos moyens budgétaires est la condition même de notre croissance. Un effort accru doit être développé à cet effet malgré les temps économiquement difficiles. Des propositions modérées - et que je crois sages - vous seront faites pour lesquelles je vous demande la plus grande attention. Nous pensons que le moment est venu pour solliciter, au-delà des cotisations, la participation directe des administrations officielles au financement de notre budget central. Sur le grand nombre de pays membres, des interventions modestes,

adaptées comme dans les autres organisations internationales aux possibilités budgétaires de chacun, permettraient d'assurer l'avenir.

Le vie d'une organisation est marquée par des hommes qui viennent et qui vont. Des raisons de santé avaient obligé le Président Gazzola (Italie) à se retirer peu avant l'Assemblée de Rothenburg. Je l'ai rencontré il y a trois semaines et il m'a chargé de vous transmettre son amitié et ses pensées cordiales. Au mois de juillet 1977, notre Trésorier, Monsieur Jean Salusse (France), nous quittait dans de douloureuses circonstances. Depuis que vous l'aviez élu à Rothenburg, il n'avait cessé de se préoccuper des intérêts de notre Conseil, de son équilibre budgétaire, de son développement face à ses obligations sans cesse accrues. Nous lui devons beaucoup. Aussi gardons-nous de lui le souvenir d'un homme qui cachait sous un abord parfois un peu distant une sensibilité toujours en éveil, une fidélité et un attachement sans faille ainsi qu'un sens aigu des responsabilités.

Le professeur Lorentz (Pologne) avait exprimé depuis longtemps le désir de se retirer de la présidence du Comité Consultatif. C'est chose faite depuis hier. Monsieur Pålsson, Directeur Général des Antiquités de Suède, le remplace dorénavant. Monsieur Lorentz, l'un des fondateurs de notre Conseil, a assuré la présidence du Comité Consultatif, si essentiel dans la vie de l'ICOMOS, depuis la fondation de notre Conseil à Varsovie, où nous nous sommes rendus pour la première fois à son invitation en 1965. Nous ne pouvons lui rémoigner assez de reconnaissance. Il nous a apporté non seulement sa sagesse et sa perspicacité, mais aussi une grande expérience des affaires internationales. Nous lui témoignons notre gratitude en d'autres circonstances mais je tiens à lui dire dès à présent tout d'abord que nous le remercions et ensuite que nous espérons bénéficier longtemps encore de ses conseils et de son dynamisme.

De nombreuses organisations internationales ont tenu à s'associer à nos travaux. Le Secrétaire Général des Nations Unies a bien voulu nous adresser ses bons vœux pour le succès de notre Assemblée. Monsieur Bolla, Sous-Directeur Général Adjoint, qui a représenté le Directeur Général de l'UNESCO à toutes nos Assemblées antérieures ayant été retenu à Paris, Monsieur M'Bow a eu la délicate attention de se faire représenter par Monsieur Percy Stulz, Directeur de la Division du Patrimoine Culturel. Notre collaboration avec l'UNESCO, et avec Monsieur Stulz, en particulier, est quotidienne. Elle est toujours cordiale et confiante. Je veux saisir cette circonstance pour dire au représentant de l'UNESCO notre reconnaissance pour l'aide importante qui nous est accordée et pour la confiance qui nous est témoignée. Parmi nous aujourd'hui je note avec plaisir la présence de

Monsieur V. SUSLOV, ICOM

Monsieur Bernard FEILDEN, ICCROM

M. K. PAWLOWSKI, Comité du Patrimoine Mondial auprès de l'UNESCO

Monsieur J.M. GONZALEZ VALCARCEL, O.A.S.

Monsieur ILLINSKI, U.I.A.

Madame Eva KICINSKA, IFLA

Docteur V. V. KRINITSKY, U.I.C.N.

Monsieur J.M. ESSOMBA, OMMSA

Monsieur LACONTE, WERC

tandis que Monsieur SISINNI représente le Gouvernement italien et Monsieur

Martinez MEDEL le Gouvernement mexicain.

Je les remercie de l'intérêt qu'ils témoignent aux travaux de l'ICOMOS et nous sommes heureux de leur présence à nos côtés.

Nous commençons nos travaux. Je souhaite qu'ils soient féconds et qu'ils contribuent à affermir à la fois notre organisation et surtout la collaboration, la cordialité et l'amitié qui, grâce à elle, se sont établies entre les responsables du patrimoine du monde entier. "

Sur proposition de Monsieur Lemaire, il est décidé d'envoyer un message d'amitié de l'Assemblée au Président d'Honneur, le Professeur Piero Gazzola.

II. CONSTITUTION DES COMITES

L'Assemblée procède à l'élection des Comités suivants, sur proposition du Comité Exécutif :

1. Comité des Candidatures :

Président : M. Foroughi (Iran)
 Membres : MM. Dercsényi (Hongrie)
 Le Duc de Grafton (R.U.)
 Jessurun (Pays Bas)
 Lewis (Australie)
 Secrétaire : Mme Lapeyre (ICOMOS)

2. Comité de Vérification des Pouvoirs :

Président : M. Hruska (Tchékoslovaquie)
 Membres : MM. Bady (France)
 Gonzalez-Valcarcel (Espagne)
 Rihaoui (Rép. Arabe Syrienne)
 Mme Tripp (Autriche)
 Secrétaire : Mme Gasse (ICOMOS)

3. Comité du Programme et du Budget :

Président : M. Deiters (R.D.A.)
 Membres : MM. Erder (Turquie)
 Morton (Etats-Unis d'Amérique)
 Thapar (Inde)
 Vanden Abeele (Belgique)

Ex officio : MM. Connally (Secrétaire Général)
 Sonnier (Secrétaire Général adjoint et Trésorier)
 Secrétaire : M. Rodgers (ICOMOS)

4. Comité de Révision de la Charte de Venise :

Président : M. Schmid (Suisse)
 Membres : MM. Boiret (France)
 Dalibard (Canada)
 Daoulatli (Tunisie)
 Di Stefano (Italie)
 Essomba (Cameroun)

Kobayashi (Japon)
 Mintchev (Bulgarie)
 Pålsson (Suède)
 Pawlowski (Pologne)
 Saunders (R.U.)

Secrétaire : Mme Smith (ICOMOS)

Les Comités élus se réunissent après la séance de l'après-midi.

III. RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SORTANT

Monsieur Ernest Allen Connally (Etats-Unis), Secrétaire Général de l'ICOMOS, donne lecture de son rapport sur l'activité de l'ICOMOS de 1975 à 1978 (1) .

Le rapport du Secrétaire Général est adopté à l'unanimité.

IV. RAPPORT DU TRESORIER SORTANT

Monsieur Jean Sonnier (France), Secrétaire Général adjoint et Trésorier de l'ICOMOS, présente à l'Assemblée le rapport du Trésorier couvrant les années 1975 à 1978 (2) .

Le rapport du Trésorier sortant est adopté à l'unanimité par l'Assemblée Générale.

V. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Le Secrétaire Général présente le projet de révision du Règlement intérieur de l'Assemblée Générale. Ce texte constitue une mise au point du règlement adopté par l'Assemblée Constitutive en 1965, tenant compte des enseignements des précédentes assemblées.

Le nouveau règlement est adopté à l'unanimité (3) .

VI. PRESENTATION DU PROJET DE REVISION DES STATUTS DE L'ICOMOS

Le Secrétaire Général présente le projet de révision des Statuts de l'ICOMOS. Ce nouveau texte a été mis au point après consultation des Comités nationaux. Il a été dûment communiqué à chacun des membres du Conseil, 120 jours avant l'Assemblée. Il a pour objectif essentiel d'élargir le recrutement des membres de l'ICOMOS tout en sauvegardant son caractère professionnel ainsi que de faciliter la participation de l'ensemble des membres - des membres institutionnels en particulier - aux activités du Conseil. Ceci implique l'application de principes démocratiques tant au niveau national qu'international.

Le Secrétaire Général introduit ensuite trois nouveaux projets d'amendement, proposés par le Comité Exécutif lors de sa réunion du 21 mai :

(1) à (3) Les textes sont disponibles sur demande adressée au Secrétariat International de l'ICOMOS à Paris.

- à l'article 6(d), il est proposé, dans un souci de clarté, de supprimer les mots "sauf s'ils appartiennent aux catégories définies à l'article 6(a) (1) et (2)";
- à l'article 10(f), il est proposé d'inclure dans le Bureau du Comité Exécutif les Vice-Présidents de l'ICOMOS;
- à l'article 22, il est proposé de préciser que les Statuts sont entrés en vigueur "immédiatement après la clôture de ladite Assemblée".

Compte tenu de la nécessaire division des tâches au sein du Bureau et de l'importance accrue de celle du Trésorier, le Comité Exécutif a aussi recommandé de lui attribuer le titre de "Délégué Général aux Finances".

Monsieur Connally signale enfin quelques erreurs de transcription qui se sont glissées dans le texte des amendements (Art.6) tel qu'il a été distribué dans les dossiers de l'Assemblée.

Le vote sur la révision des Statuts interviendra le 22 mai, avant l'élection du Comité Exécutif.

La séance est levée à 13h30 et reprend à 15h30.

Monsieur Martinez Medel (Mexique) transmet à l'Assemblée le cordial salut et les vœux du Président de la République mexicaine, Monsieur J. Lopez Portillo et du Secrétaire d'Etat à l'habitat et aux travaux publics, Monsieur Pedro Ramirez Vazquez, architecte, qu'il a l'honneur de représenter ici.

VII. PROGRAMME ET BUDGET 1978-1981

Le Secrétaire Général résume les points principaux du programme et du budget pour 1978-1981, qui sera soumis à l'examen approfondi du Comité du Programme et du Budget (1).

VIII. REVISION DE LA CHARTE DE VENISE

L'opportunité de réviser la Charte de Venise avait été évoquée avant l'Assemblée de Rothenburg, rappelle le Secrétaire Général, qui présente le projet de révision. Une enquête auprès des Comités nationaux a fourni de nombreuses suggestions et remarques qui ont été collationnées par le Secrétariat et soumises à l'examen d'un Comité ad hoc, nommé par le Comité Exécutif et constitué de Messieurs Lemaire (Belgique), Connally (Etats-Unis), De Angelis d'Ossat (Italie), Fitch (E.U.), Gazaneo (Argentine), Horler (Hongrie), Kobayashi (Japon), Saunders (R.U.), Schmid (Suisse), Sonnier (France) et Zaldivar Guerra (Mexique). Les conclusions de ce Comité (réuni à Ditchley Park) ont servi de base pour la rédaction du projet de révision, qui a été distribué à tous les participants de cette Assemblée.

Monsieur Connally ouvre le débat et invite les participants à exprimer leur point de vue, afin que le Comité pour la révision de la Charte puisse en tenir compte.

(1) Le programme et le budget adoptés pour 1978-1981 sont disponibles, sur demande, au Secrétariat de l'ICOMOS, à Paris.

Madame Kairamo (Finlande) expose l'avis du Comité National Finlandais qui souhaite que le texte adopté en 1964 soit conservé intact car il reflète la position des spécialistes à une époque donnée. Mais les discussions lors de l'Assemblée de Rothenburg ont montré que la Charte n'est plus, aujourd'hui, un outil suffisant. Le Comité finlandais souhaite donc l'élaboration d'un nouveau document qui réponde à la situation actuelle et aux défis que nous lance l'humanisme contemporain. Cette Charte se placerait sur un plan qualitativement différent de celui de la Charte de Venise. L'Assemblée Générale à Moscou devrait en définir les lignes de force, son élaboration demandera beaucoup plus de temps que nous n'en disposons ici.

Monsieur Libal (Tchécoslovaquie) constate que la Charte de Venise est devenue, à son tour, un document historique ; elle ne doit pas être remaniée, mais complétée par un texte abordant les problèmes nouveaux de sites et d'environnement.

Monsieur Lewis, du Comité Australien, mentionne que l'application de la Charte de Venise dans son pays présente des difficultés, dues aux problèmes spécifiques de l'Australie. L'élaboration d'un document complémentaire à la Charte leur paraîtrait souhaitable. Une clarification devrait intervenir, au niveau des définitions, entre les termes de "restauration" et de "conservation". Il aborde ensuite des points précis du projet de révision :

- Article 13 : il faut souligner que tout apport à un monument devrait être réversible,
- Article 14 : le but de la conservation des villes et des villages est le même que le but de la Charte, déjà énoncé à l'Article 3,
- Article 19 : introduction de constructions nouvelles dans un ensemble ancien ; il faudrait clairement dire que cette introduction ne doit pas entraîner la démolition de bâtiments anciens et que l'on ne pourra bâtir que sur des terrains qui étaient autrefois bâtis,
- Article 20 : toute construction qui altérerait ou cacherait le caractère historique d'un ensemble doit être interdite.

Monsieur Connally signale qu'une erreur de frappe s'est glissée dans le texte anglais, à l'Article 19 justement, et qu'il faut bien lire "should be avoided" (devront être évitées) au lieu de "should be available" (seront disponibles). Cette erreur fâcheuse entraînait un contresens dans le texte de l'article : il n'est, bien sûr, pas question de recommander des destructions suivies de reconstructions à l'identique des façades !

Monsieur Dragut (Roumanie) explicite la position du Comité Roumain par une comparaison : tous les Etats ont une constitution, fondement du régime, qui est accompagnée de lois qui fixent les détails. La Charte de Venise est la constitution de l'ICOMOS, ses principes sont acceptés par tous aujourd'hui. Il vaut mieux ne pas altérer ce texte essentiel par une remise à jour hâtive, mais le commenter, l'explicitier et le compléter par un document parallèle. Pour l'élaborer avec tout le sérieux requis, il faut disposer d'un laps de temps raisonnable pour que le consensus puisse se faire à nouveau autour de lui.

Monsieur Dalibard (Canada) pense que le texte remanié soumis à l'Assemblée - développant certaines parties de la Charte de Venise, en supprimant d'autres - ne saurait remplacer la Charte, qu'il est préférable de conserver tel un texte historique qui a obtenu un très large consensus. Mais nombre de pays ont besoin d'un document plus détaillé, remis à jour et tenant compte des situations dans les différentes régions du monde. Ce besoin est ressenti, avec une urgence particulière, dans les pays en voie de développement. Ce document, parallèle à la

Charte de Venise, constituerait une série de directives, d'orientations, et pourrait être remis à jour périodiquement. Il faudrait, dès maintenant, fixer un délai pour sa préparation.

Monsieur Feilden, Directeur de l'ICCROM, estime que la Charte peut être conservée dans son texte de 1964 tandis qu'un document annexe remis à jour et développant certains points lui serait joint. Il souligne, d'autre part, une maladresse dans la rédaction du texte anglais de l'Article 2 du projet soumis à l'Assemblée.

Au nom du Comité Autrichien, Madame Tripp recommande que la Charte de Venise ne soit pas altérée. Elle suggère que des interprétations et des commentaires pourraient aussi être élaborés au plan national.

La Charte de Venise a fait l'objet de nombreuses réflexions en France et a même été le thème d'un colloque (1976) rappelle Monsieur Froidaveaux (France). Ses principes ont été respectés dans les travaux qui ont été effectués en France depuis la dernière guerre : il s'agit d'un document historique intangible. Il serait donc dangereux de l'altérer. Par contre, lors des Assemblées Générales pourraient être adoptées, en fonction des besoins présents, des recommandations qui lui seraient annexées.

Monsieur Lemaire tire les conclusions de ces interventions. Il rappelle que le processus de révision de la Charte de Venise avait été mis en route à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale à Rothenburg. Les Comités nationaux ont tous été consultés : moins de vingt ont répondu. La moitié des réponses souhaitaient le remaniement de la Charte, les autres recommandaient l'élaboration d'un document annexe. Le Secrétariat a pensé, après la réunion de Ditchley Park, qu'il serait intéressant de préparer un texte fondé sur les remarques et les suggestions des Comités nationaux.

Monsieur Lemaire partage l'opinion exprimée ici : la Charte de Venise - adoptée en 1964 à l'unanimité moins une voix - a trouvé, grâce à ce consensus, une audience remarquable. Elle est devenue, sinon notre constitution, du moins un texte fondamental dont nous nous inspirons tous dans notre action. Remettre à jour un tel document présente des dangers certains. Pourtant le problème fondamental de la Charte est l'Article 14 qui traite trop rapidement des problèmes des villes et des quartiers historiques. Si nous restons partagés sur ce sujet, il ne faut certainement pas procéder à une révision, ni à une adaptation de la Charte de Venise. Un texte qui n'obtiendrait qu'une faible majorité ne pourrait efficacement remplacer la Charte, tout en l'ayant démolie.

Le Comité que nous venons de constituer se penchera ce soir sur ce problème et nous donnera un avis précieux. Nous entendrons ses conclusions et prendrons, ensuite, une décision en commun.

La séance est levée à 18h et reprend le mardi 23 mai à 9h .

IX. REVISION DES STATUTS DE L'ICOMOS

Sur proposition du Secrétaire Général, le projet de révision des Statuts de l'ICOMOS, avec les amendements proposés par le Comité Exécutif, est adopté à l'unanimité.

X. RAPPORT DES COMITES

1. Comité de vérification des pouvoirs

Monsieur Hruska, président, présente le rapport de son Comité. Il déclare que, selon les statuts actuels, 299 membres actifs de l'ICOMOS sont présents ou valablement représentés à l'Assemblée Générale, dont 134 par procuration. Le Comité a été amené à refuser 5 procurations reçues trop tard et 6 nulles pour des raisons techniques.

2. Comité des candidatures

Monsieur Foroughi, président du Comité, donne lecture de la liste des candidats dûment proposés par les Comités nationaux de l'ICOMOS ou par le Comité Consultatif lors de sa 18ème session en novembre 1977, selon les modalités d'élection au Comité Exécutif.

Il déclare que 23 candidatures ont été valablement posées, dont 9 par le Comité Consultatif. Ce total comprend la candidature de Monsieur Pålsson, qui vient d'être élu président du Comité Consultatif et qui, à ce titre, siégera de droit au Comité Exécutif de l'ICOMOS.

Le Comité des candidatures recommande qu'à l'avenir les candidatures proposées par le Comité Consultatif lui-même soient justifiées de la même façon que celles qui émanent des Comités nationaux.

3. Comité pour la révision de la Charte de Venise

Monsieur Schmid présente les conclusions et les recommandations du Comité dont il a assumé la présidence :

- 1°- Abandonner le projet de Charte de Venise remaniée et complétée qui avait été proposé, et ne pas rouvrir la discussion sur ce point ;
- 2°- Conserver la Charte de Venise dans sa rédaction de 1964,
- 3°- Rédiger une note explicative interprétant et commentant la Charte de Venise, en fonction de l'évolution des principes et des techniques de la restauration intervenus depuis 1964,
- 4°- Elaborer un nouveau document concernant les ensembles architecturaux, urbains et ruraux. Ce texte pourrait, dans la meilleure des hypothèses, constituer une nouvelle Charte et prendre rang à côté de la Charte de Venise. Les paragraphes 14 à 19 de la proposition de révision qui a été soumise à l'Assemblée pourraient servir de base pour la préparation de ce nouveau document,
- 5°- Charger le Comité Exécutif de constituer immédiatement deux groupes de travail pour la rédaction :
 - de la note explicative
 - du document sur les ensembles
- 6°- Inviter les deux groupes de travail à présenter au Comité Exécutif, dans les meilleurs délais - soit à la session de novembre 1978 - les résultats de leurs travaux.

Monsieur Schmid expose ensuite les motifs qui ont conduit le Comité à suggérer ces propositions :

- a. Le Comité, comme nombre de Comités nationaux et de participants à cette Assemblée, estime que la Charte de Venise est un document historique, une "constitution". Elle a fait ses preuves et il ne semble pas opportun de la modifier à l'heure actuelle.
- b. Le texte de la Charte révisée ne fait pas aussi bien ressortir l'essentiel, il est plus bavard et moins clair. Les ensembles ont été introduits, mais le problème des fouilles archéologiques est esquivé. L'ensemble est moins cohérent que la Charte de Venise.
- c. Le Comité considère qu'un commentaire suffirait à mettre à jour la Charte de Venise. Cela supprimerait le problème d'obtenir une majorité suffisante sur une nouvelle Charte. A l'instar d'un décret d'application, ce commentaire pourrait être revu périodiquement selon l'évolution des principes et des méthodes de conservation du patrimoine architectural.
- d. Le délai proposé est très bref : certains pays, notamment des pays du Tiers-Monde, ont besoin de toute urgence d'un document sur les ensembles. Le devoir de l'ICOMOS est de les aider, sous peine de voir disparaître des éléments importants, voire essentiels, de leur patrimoine architectural. Il serait donc souhaitable de soumettre un premier projet pour ces documents aux organes directeurs de l'ICOMOS dès novembre 1978.

Monsieur Pane (Italie) - l'un des rédacteurs de la Charte de Venise - considère que les principes qu'elle énonce sont toujours d'actualité. Dans la situation nouvelle, créée par la crise économique et la crise des matières premières, les soucis des écologistes rejoignent ceux des conservateurs du patrimoine bâti, les dangers sont les mêmes. L'ensemble du patrimoine naturel et culturel est essentiel à notre existence même, à notre santé physique et psychique. Comme un monument historique, la Charte de Venise est vivante et non un objet de vitrine. Il faut reconnaître sa modernité et son utilité actuelle. Les problèmes nouveaux devraient être traités dans un document annexe.

Monsieur Dragut (Roumanie) félicite le Comité de révision pour ses judicieuses recommandations. Il fait part à l'Assemblée de la proposition du Comité National Roumain de l'ICOMOS de prendre en charge la publication d'une brochure comprenant le texte de 1964, son commentaire ainsi que le nouveau document sur les ensembles.

Monsieur Lemaire prend note, avec satisfaction, des sages propositions du Comité. Il exprime, toutefois, des réserves sur le court délai imparti pour la rédaction des deux projets de texte. Ces textes présenteront une telle importance qu'ils devront être soumis à l'examen d'une Assemblée Générale. Pour obtenir quelque autorité, il leur faudra être, en effet, adoptés par une large majorité - ou mieux à l'unanimité - par une nombreuse Assemblée. Il conviendrait plutôt d'établir un calendrier pour l'élaboration progressive de ces documents : groupe de travail, examen par le Comité Exécutif, envoi aux Comités nationaux, etc. Mais, en attendant et pour répondre aux impératifs d'urgence signalés par nombre de participants, le texte provisoire des documents soumis aux Comités Consultatif et Exécutif pourrait déjà circuler.

Un monument est un document pour l'histoire, déclare Monsieur Insall (R.U.). Nous avons ici un document qui est lui-même devenu un monument historique. La décision proposée est sage et convient à tous ceux qui ont la charge de protéger notre histoire.

Monsieur Pavlowitch (Yougoslavie) exprime son accord sur les propositions présentées. Il signale un point qu'il faudrait traiter dans les nouveaux documents : le développement du tourisme et les dangers qu'il présente pour le patrimoine.

Monsieur Barthélemy (Belgique) expose quelques remarques du Comité National Belge. Une réflexion sur la Charte de Venise, quatorze ans après son adoption, était l'occasion de faire le point sur son application. Les principes qu'énonce la Charte n'ont pas été remis en cause, mais c'est son champ d'application qui s'est trouvé singulièrement élargi et cette évolution a fait apparaître de nouveaux problèmes :

- l'objet même de la Charte était la protection des monuments tandis qu'aujourd'hui la sauvegarde du tissu urbain et des ensembles architecturaux moins prestigieux devient primordiale,
- l'environnement des monuments, isolés ou dans un ensemble, doit être contrôlé avec plus de rigueur,
- la sauvegarde de l'habitat pose des problèmes sociaux préoccupants tel celui de l'adaptation.

Ces documents nouveaux devront être élaborés en collaboration avec les autres associations professionnelles concernées, les urbanistes par exemple.

L'évolution des idées dans l'urbanisme contemporain permet de croire que nous pourrions, ensemble, travailler à l'amélioration de notre environnement.

La France est l'un des pays qui a le plus remis en question la Charte de Venise, rappelle Monsieur Houlet (France). Un colloque a été organisé sur ce sujet, à Paris, en 1976, et ses résultats ont été clairs : les principes de la Charte de Venise s'appliquant aux monuments n'ont pas vieilli. Mais elle n'est pas adéquate aux problèmes particuliers que pose la conservation des ensembles. Pourquoi ? Monsieur Houlet propose sur ce point une réponse qui lui est personnelle, souligne-t-il : ce qui lui semble essentiel dans la conservation d'un ensemble, ce n'est pas seulement la structure matérielle, mais aussi la vie qui l'habite ; un monument peut-être parfaitement conservé, mais ne servir à rien ; si la vie se retire d'un ensemble - un cœur de ville ou de village - il n'y a plus rien et l'ensemble tombe en ruine. La Charte de Venise est l'oeuvre de conservateurs et s'applique parfaitement aux monuments ; les problèmes des ensembles relèvent de l'urbanisme, comme vient de le dire Monsieur Barthélemy et il importe d'en tirer les conséquences. Le nouveau document sur les ensembles ne devra pas être conçu comme un démarquage de la Charte de Venise, mais comme un texte radicalement différent et dans l'esprit d'un "urbanisme de Conservation". La conservation des ensembles est une tâche complexe, difficile et nous serions les pionniers dans cette discipline nouvelle. La rédaction d'un tel document demandera, sans aucun doute, un assez long délai.

Monsieur Chvidkovski (U.R.S.S.) rejoint les précédents intervenants pour souligner l'intérêt qu'a conservé la Charte de Venise dont les principes reflètent des idées qui étaient très nouvelles en 1964. Le nouveau texte envisagé devra traiter des problèmes d'urbanisme et d'aménagement du territoire, de l'architecture vernaculaire et tenir compte des besoins spécifiques des pays en voie de développement. Ses grandes lignes devraient être définies par une réunion internationale et une rédaction très soignée devrait lui permettre de devenir, lui aussi, un document historique.

Monsieur Maroevic (Yougoslavie) remarque que la présentation d'un monument établit une relation entre nous-mêmes et les époques révolues dont il est témoin.

Il faut veiller à ce que la présentation mette en valeur la signification historique totale du monument.

Dans les pays du Tiers-Monde - et dans les nations arabes en particulier - il ne s'agit pas de sauvegarder tel ou tel quartier mais des villes traditionnelles entières souligne Monsieur Daoulatli (Tunisie). Ces villes très vivantes, datant parfois des IX^{ème} et X^{ème} siècles, sont menacées par une urbanisation accélérée. Les architectes et les urbanistes, formés souvent dans des écoles qui n'ont pas de lien étroit avec leur pays, attendent à ces richesses historiques au nom du progrès et du modernisme. Les conservateurs - souvent taxés de passéisme - essayent de s'opposer à ce mouvement. Comment l'arrêter ? Ils ne disposent pas d'une législation suffisante puisque, même en Europe, la législation en matière de conservation du patrimoine historique n'est pas toujours adaptée ni efficace.

Monsieur Daoulatli attire ensuite l'attention sur les problèmes spécifiques des villes arabes où la notion de monument recouvre une réalité différente : les grandes constructions - mosquées, médersas, palais - ont une architecture extérieure très sobre qui s'intègre à l'ensemble urbain et qui perdent leur sens quand elles restent isolées. Le problème de l'environnement, le traitement global du site y sont donc des questions essentielles sur lesquelles la Charte de Venise est lacunaire. Il est capital dans les pays en voie de développement de disposer rapidement d'un document sur les ensembles qu'ils puissent utiliser pour fonder et justifier leur action de sauvegarde.

Monsieur Gonzalez Valcarcel (Espagne) approuve la décision de conserver la Charte de Venise et de consacrer un document particulier aux ensembles. Les problèmes de l'architecture vernaculaire - si typique et si diverse dans chaque pays - ne devront pas y être oubliés. En effet, l'évolution rapide des sociétés et les migrations de population la mettent en danger de disparition accélérée. Aux paramètres d'espace et de temps qui guidaient notre action envers les monuments historiques s'est joint un nouveau facteur, la population, qu'il ne faut pas négliger.

Monsieur Morton (E.U.) recommande que l'élaboration du nouveau document se fasse en étroite collaboration avec toutes les organisations, gouvernementales et non gouvernementales, concernées par la sauvegarde du patrimoine culturel de l'humanité. La coopération en ce domaine avec l'UNESCO et l'ICCROM lui semble primordiale.

Monsieur Parent (France) pense que ce débat très riche a fait progresser la situation tant au plan théorique qu'au point de vue de la procédure. Le Comité a donc proposé la rédaction de deux documents, d'une nature très différente. La note commentant la Charte de Venise pourrait constituer, d'abord, une sorte d'exégèse explicative pour éviter toute confusion dans l'interprétation de la Charte. Ce commentaire pourrait, ensuite, tenir compte de l'évolution intervenue depuis 1964 et de l'élargissement de la notion de monument. Il pourrait introduire, ainsi, les notions d'architecture vernaculaire et d'archéologie industrielle qui sont d'actualité aujourd'hui.

Il a été particulièrement sensible au rappel des problèmes du Tiers-Monde et à l'urgence d'adopter une charte des ensembles, définissant un nouvel "urbanisme de conservation". Il signale, toutefois, que la recommandation de Varsovie (1975), sur la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine adoptée par la Conférence Générale de l'UNESCO en 1976, peut déjà constituer un document de référence important. Il s'agit d'un document plus détaillé qu'une charte, essayant de prévoir tous les cas. Il pourra aussi constituer un élément d'information important pour les rédacteurs de la future charte sur les ensembles.

Monsieur Ankini, observateur venu du Congo, exprime sa reconnaissance à l'ICOMOS pour lui avoir permis de participer à cette réunion. Il remercie les intervenants qui, au cours du débat sur la Charte de Venise, ont tenu à attirer l'attention sur les problèmes particuliers aux pays du Tiers-Monde. Il confirme la carence de textes juridiques et les difficultés qu'y ont les responsables de la culture à faire entendre leurs voix auprès des autorités politiques. La Charte de Venise lui semble déjà constituer un instrument précieux - au texte clair et concis - pour appuyer leur action et sauvegarder leur patrimoine.

4. Comité du Programme et du Budget

Monsieur Deiters donne lecture des conclusions de son Comité.

Le programme des activités de l'ICOMOS a pris une extension considérable ces treize dernières années. Le Comité Exécutif a, par conséquent, proposé pour 1979, 1980, 1981 un programme qui réponde tant aux buts à long terme de l'ICOMOS qu'aux objectifs spécifiques qui viennent d'être fixés.

La réalisation de ces objectifs exige le renforcement des infrastructures de l'ICOMOS. Priorité devrait ainsi être donnée au développement du Secrétariat de l'ICOMOS et du Centre de Documentation.

Les nouveaux statuts que nous venons d'adopter vont permettre aux Comités nationaux de se renforcer, d'étendre leur champ d'activité et d'obtenir le concours de nombreuses institutions nationales qui participeront à leurs travaux. Le Comité Exécutif et le Bureau de l'ICOMOS les aideront dans cette tâche et soutiendront leurs activités. Ils devront, aussi, consacrer leurs efforts à la création de nouveaux Comités nationaux. Le programme, dans ce souci, prévoit très justement le développement d'initiatives régionales, surtout en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Mais ces initiatives devraient, semble-t-il, faire appel à des ressources extrabudgétaires.

Le Comité Exécutif devrait examiner l'opportunité de constituer un groupe de travail ad hoc, chargé de la préparation des prochaines assemblées générales (1981 et 1984).

Le développement des Comités internationaux spécialisés doit être favorisé. Leurs travaux, qui font le point sur les problèmes actuels dans leurs domaines respectifs, peuvent contribuer largement au succès des programmes de l'ICOMOS. Le Comité Exécutif devra chercher les moyens d'augmenter l'aide apportée aux Comités internationaux. La création de nouveaux comités internationaux consacrés, entre autres, à "Jeunesse et Patrimoine" et aux peintures murales, devrait être envisagée.

La politique de publication de l'ICOMOS devrait prendre une orientation nouvelle et se préoccuper d'assurer une plus large diffusion aux résultats de nos travaux. La réalisation d'une petite brochure sur l'ICOMOS est envisagée pour 1978.

L'un des objectifs essentiels du programme est d'améliorer les conditions de l'enseignement et de la formation professionnelle dans le domaine de la conservation. A cet égard, la coopération avec l'UNESCO, l'ICCROM, leurs centres régionaux et les Comités nationaux de l'ICOMOS devra être poursuivie et renforcée. L'ICOMOS devra aussi apporter son concours à l'UNESCO pour l'élaboration et la mise en oeuvre de recommandations et de conventions internationales, dans le domaine de la conservation des monuments et des sites.

Le projet de programme, si soigneusement établi par le Secrétariat de l'ICOMOS, compte 51 articles. Il a été analysé en détail par le Comité du Programme et

du Budget. Le Comité propose que le programme 1978-1981 soit revu en fonction des décisions de l'Assemblée et soit rédigé sous une forme qui indique les activités prévues en même temps que la dépense qu'elles impliquent, y compris les frais de secrétariat. Ce nouveau programme sera adressé aux Comités nationaux.

Le Comité considère que le projet de programme peut être adopté. Il souligne que le problème essentiel reste d'inscrire ce programme dans la limite des possibilités financières de l'ICOMOS. Les estimations budgétaires montrent que les rentrées prévues sont juste suffisantes pour couvrir le coût des activités en cours en 1978 et que l'on se trouverait en 1981 - à la fin de l'exercice triennal - avec un déficit cumulé de \$ 100,000,00 en conservant le niveau actuel d'activité. Il faut noter, cependant, que le coût de la mise en route effective du Centre de Documentation UNESCO-ICOMOS a une part relativement importante dans l'augmentation des dépenses prévues pour cet exercice. Le Comité Exécutif se trouve aujourd'hui confronté au choix suivant : trouver de nouvelles sources de financement ou réduire les activités de l'ICOMOS. Cette dernière décision serait regrettable. Le Comité recommande donc :

1. que la recherche de nouveaux financements soit inscrite au programme de l'ICOMOS. L'une des tâches essentielles du nouveau Comité Exécutif serait d'engager une campagne pour augmenter les ressources du Conseil ;
2. que les Comités nationaux soient incités à contribuer à l'équilibre financier de l'ICOMOS en augmentant le nombre de leurs membres - individuels et, surtout, institutionnels - et en sollicitant de leur Gouvernement une aide financière directe ou indirecte à l'ICOMOS. Priorité doit être donnée aux interventions directes : l'échelle des contributions, présentée par le Trésorier au Comité Exécutif, fournit une bonne base pour ces démarches car elle prévoit une grande flexibilité dans les modes de paiement ;
3. que, sur la base des priorités retenues, le Comité Exécutif réserve le budget direct aux tâches essentielles. Tous les efforts devront être faits pour le compléter grâce à des contrats passés avec l'UNESCO et à des arrangements conclus avec les Comités nationaux ou d'autres institutions ;
4. que des Comités nationaux (seuls ou en groupe) prennent à coeur d'alléger les charges qui pèsent sur le budget central, en finançant sur leurs propres ressources des activités inscrites au programme international : ainsi, le Comité des Etats-Unis vient de rappeler qu'il est prêt à payer l'impression d'une brochure d'information sur l'ICOMOS, en 1978 ; d'autres Comités pourraient suivre l'exemple bulgare, en subventionnant le fonctionnement d'un Comité international spécialisé.

Le Comité du Programme et du Budget invite tous les membres à examiner leurs propres possibilités de contribuer à la réalisation du nouveau programme triennal de l'ICOMOS. C'est seulement ainsi que nous pourrions mener à bien le programme ambitieux que nous venons d'élaborer. Le Comité demande à l'Assemblée Générale de donner des instructions au nouveau Comité Exécutif afin qu'il prenne toutes les dispositions nécessaires, sans retard.

Sur proposition de Monsieur Haltourine (U.R.S.S.), le programme d'activités de l'ICOMOS pour 1978, 1979 et 1980 est adopté par l'Assemblée.

XI. ELECTION DES MEMBRES D'HONNEUR

Au nom du Bureau de l'ICOMOS, Monsieur Lemaire propose à l'Assemblée Générale de conférer le titre de membre d'honneur à trois personnalités qui ont joué un rôle essentiel dans les activités de l'ICOMOS :

- le Professeur Stanislas Lorentz, Directeur du Musée National de Varsovie, Président du Comité Consultatif de l'ICOMOS depuis sa fondation jusqu'en 1978 (proposé par le Comité National Polonais),
- Monsieur Milton E. Lord, Bibliothécaire honoraire de la Boston Public Library, Président du Comité de Documentation de l'ICOMOS de 1969 à 1978, (proposé par le Comité National des Etats-Unis),
- le Professeur Jan Zachwatowicz, ancien Professeur d'Architecture à l'école Polytechnique de Varsovie, Président du Comité International des Villes Historiques (1970-1976), (proposé par le Comité National Polonais).

Cette proposition est adoptée à l'unanimité, par acclamation.

XII. ELECTION DU NOUVEAU COMITE EXECUTIF

L'Assemblée procède à l'élection des membres du Comité Exécutif pour la période 1978-1981. Le vote a lieu à bulletin secret, sous le contrôle des Vice-Présidents de l'Assemblée Générale (MM. Deshpande -Inde-, Essomba -Cameroun-, Medellín -Mexique-) et avec l'aide d'un Comité de Scrutin, composé de Monsieur Boiret (France) Mesdames Kairamo (Finlande) et Morton (Etats-Unis) qui surveille le déroulement des opérations et procède au dépouillement des votes.

La séance est levée à 13h30 et reprend le mercredi 24 mai à 9 heures, à Souzdal.

Monsieur Deshpande, en annonçant le résultat du vote déclare que sur 299 voix exprimées, 292 bulletins sont valables, 3 bulletins sont blancs et 4 nuls.

Sont élus par l'Assemblée Générale :

| | | |
|-----------------------------|------------------------------------|----------|
| <u>Président</u> : | M. R.M. LEMAIRE (Belgique) | 267 voix |
| <u>Vice-Présidents</u> :MM. | J.O. GAZANEO (Argentine) | 269 voix |
| | A.G. HALTOURINE (U.R.S.S.) | 261 voix |
| | G. MOKHTAR (Egypte) | 272 voix |
| | K. PAWLOWSKI (Pologne) | 248 voix |
| | B.K. THAPAR (Inde) | 282 voix |
| <u>Secrétaire</u> | | |
| <u>Général</u> : | M. E.A. CONNALLY (E.U.) | 276 voix |
| <u>Délégué Général</u> | | |
| <u>aux finances</u> : | M. J. SONNIER (France) | 283 voix |
| <u>Membres du</u> | | |
| <u>Comité Exécutif</u> :MM. | P. BREITLING (Autriche) | 243 voix |
| | J. DALIBARD (Canada) | 275 voix |
| | R. di STEFANO (Italie) | 248 voix |
| | C. ERDER (Turquie) | 235 voix |
| | J.M. GONZÁLEZ VALCÁRCCEL (Espagne) | 207 voix |
| | B. KOBAYASHI (Japon) | 273 voix |
| | M. MINTCHEV (Bulgarie) | 241 voix |

| | |
|---------------------------------|----------|
| N. MOUTSOPOULOS (Grèce) | 214 voix |
| D. St. PAVLOWITCH (Yougoslavie) | 242 voix |
| V. PIMENTEL (Pérou) | 221 voix |
| A. ROMAN (Hongrie) | 190 voix |
| A. SAUNDERS (R.U.) | 281 voix |

Par ailleurs, 170 voix se sont portées sur M. R. Hotke (Pays-Bas) et 143 voix sur M. G. Gasparini (Vénézuéla).

XIII. CLOTURE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Monsieur Lemaire exprime son émotion et remercie l'Assemblée de la confiance qu'elle lui témoigne en le confirmant à la présidence de l'ICOMOS pour un nouveau mandat de trois ans. Il consacrera tous ses efforts à la mise en oeuvre du programme qui vient d'être adopté et demande le concours de tous - Comités nationaux, internationaux et membres - pour le mener à bien.

Il tient à féliciter le Comité Soviétique et toutes les personnes qui ont travaillé sans relâche ces derniers jours pour assurer le bon déroulement de l'Assemblée et à les assurer de la gratitude de tous les participants pour leur dévouement et leur efficacité.

Il déclare close la Vème Assemblée Générale de l'ICOMOS à 9h30.

LISTE DES PARTICIPANTS - LIST OF PARTICIPANTS

| | |
|---|--|
| Argentine Argentina | : M. Jorge Gazaneo |
| Australie Australia | : M. Lewis Miles, M. John Rothwell Morris, M. Ian Sinnanton, Mme Monica Starke, M. Warkley |
| Autriche Austria | : M. Peter Breitling, M. Walter Hafner, M. Franz Neuwirth, Mme Gertrude Tripp, M. Heimo Widtmann |
| Belgique Belgium | : M. Philippe Arquin, M. Jacques Barlet, M. Jean Barthélemy, M. Jan Bral, M. Hubert Cools, M. Clemens Guido de Dijn, M. Pierre Dulieu, M. André Dupont, M. Johan Fleerackers, Mme Marie-Jeanne Geerts, M. Georges Gyömbrey, M. Charles Hanin, M. Arthur Haulot, M. Pierre Laconte, M. Raymond Lemaire, M. Charles-Albert de Lichtervelde, M. Le Comte Frédéric de Limburg Stirum, M. Willy Macken, M. Roger Martin, M. Victor Martiny, Mme Rika Muyle, M. André de Naever, M. Daniel Ostyn, M. René Pechère, M. Wim Platteau, M. Adel Pluym, M. Jacques Reybroeck, Mme Dominique du Roy de Blicquy, M. Hugo de Ruijter, M. Werner de Simpelaere, M. José Smet, M. Eric Stroobants, M. Louis Paul Suetens, Mlle Andrée Van Bever, M. Georges Van Caillie, M. André Vanden Abeele, M. Charles Van den Hove, M. Robert Van Passen, Mme Marie-Claire Van Rensynghe de Voxrie, M. Vermeyen, Mme Marie-Louise Vieilluoye |
| Bulgarie Bulgaria | : Mme Rachel Anguelova, M. Haralampi Anitchkin, M. PeTo Berbenliev, M. Atanas Krastev, M. Mladen Mintchev, M. Ivan Nikolov |
| Cameroun Cameroons | : M. M.J. Essomba |
| Canada Canada | : M. Josef Baker, M. Jacques Dalibard, Mme Louise Escojido, M. Michael Fish, M. Marcel Junius, M. Robert A.J. Philips, M. Jean-Guy Theoret |
| Chypre Cyprus | : M. Andreas Stylianou |
| Colombie Columbia | : M. Jaime Salcedo Salcedo |
| Congo Congo | : M. Victor Ankini |
| Danemark Denmark | : M. Eric Skov, M. Wilhem Wohlert |
| République Dominicaine Dominican Rep. | : M. Cesar Ivan Feris Iglesias |
| Espagne Spain | : M. Gabriel Alomar, M. Juan Bassegoda Nonel, M. José Manuel González Valcárcel, M. Antonio Gonzalez Moreno, M. José Antonio Navarro, M. Angel Muniesa Peropadre, M. Ramon Queiro Filgueira, M. Francisco Rosselo Borrada, M. Guillermo Saez Aragones, M. José Sancho Roda, M. Santiago Solsona Fageo, |

M. Gustavo de Teresa Belseiro

Ethiopie
Ethiopia : M. Berhanu Abebe

Finlande
Finland : M. Heikki Aho, Mme Margaretha Emrström, Mme Marika Hausen, M. Panu Kaila, Mme Maja Kairamo, M. Pekka Karki, Mme Marja Tertto Knapas, Mme Irma Lounatvuori, Mme Laurika Pekka, Mme Marja Supinen

France
France : M. Charles André, M. Robert Auzelle, M. Jean-Pierre Bady, M. Yves Boiret, M. René Bornet, M. Charles Bourely, M. Edmond Brocard, M. Joël Bouessée, M. Georges Brodovitch, M. Allen Brooks, M. Maurice Carbonnell, M. Olivier Cebe, M. André Chazaud, M. Maxime Chiquet, Mme Elizabeth de Clermont-Tonnerre, M. Claude Cornuau, M. André Damien, M. François Enaud, Mlle Anne Englebert, M. Jean Fosseyeux, M. Yves-Marie Froidevaux, Mme Dominique Gasse, M. Pierre Gay, M. Gilbert Goret, M. Michel Grivelet, Mme Dominique Hervier, M. Jacques Houlet, M. Michel Jantzen, M. Bernard Javault, M. Jean-Baptiste Joubert, M. Jean-Pierre Jouve, Mme Delphine Lapeyre, M. Pierre Lebouteux, M. Georges Lemoine, Mme Elizabeth Mc Lane, Mme Isabelle Maheu-Viennot, M. Yves Malecot, M. Michel Mastorakis, Mlle Catherine de Maupéou d'Ableiges, M. Bertrand Monnet, M. Jean Morizot, M. Charles Henri Parent, M. Gérard Pilet, Mme Michèle Prats, M. Jean-René Prou, M. Pierre Prunet, M. Jean Rocard, M. Jean-Claude Rochette, M. Piers Rodgers, Mme Dominique Ronsseray, M. Rougevin-Baville, Mme Ann Webster Smith, M. Jean Sonnier, M. Jean Verney, Mme B. Gradis, M. M. Parent

Ghana
Ghana : M. Eric George Alexander Don-Arthur, M. Frank Kwesi Enniful, M. Anthony David Charles Hyland, M. Daniel Sydney Kpodo-Tay, M. Richard Benjamin Nunoo

Grèce
Greece : Mme Marie Brouskari, M. Georges Dontas, M. Pavlos Lazaridis, M. Nicolas Moutsopoulos

Guatemala
Guatemala : M. Rafael Morales Fernandez

Hongrie
Hungary : Mme Piroska Antal-Czetenyi, M. Csaba Bende, M. Lazlo Borics, Mme Erzsebet Cleve-Harrach, M. Zoltan Czotter, M. Dezso Dercsenyi, M. Lajos Dobos, M. Tamas Dragonits, M. Aba Hadhazy, Mme Laszlone Horwath, M. Miklos Horler, M. Attila Ilies, M. Peter Kalmar, M. Denes Komarik, Mme Bertalanne Kelemen, M. Ferenc Mendele, M. Karoly Perekazy, M. Ferenc Preininger, M. Andras Roman, Mme Peterme Sandy, Mme Janosne Sedlmayr, Mme Tunde Szabo, M. Sandor Szalkai, M. Jozsef Szanyi, Mme Zsuzsanna Szekely-Egri, M. Istvan Tilinger, M. Tibor Vakar, M. Laszlo Varga, Mme Anna Zador, M. Mihaly Zador

Inde
India : M. B.K. Thapar

Iran : M. Abdol Hamid Echrgh, M. Mohammed Mansour Falamaki, M. Mohsen Foroughi, M. Reza Kassai, M. Seyed Mohammed Khorramabadi, M. Houshang Sayhoon

Israël
Israel : M. Aviah Hashimshony

Italie
Italia : M. Pier Fausto Bagatti Valsecchi, M. Gian Franco Borsi, M. Salvatore Boscarino, M. Angelo Calvani, M. Giovanni Maria Campus, Mme Gaetana Cantone, M. Mauro Civita, M. Bernard M. Feilden, Mme Maria Freddi, M. Corrado Maltese, M. Renato Padoan, M. Luigi Pavan, M. Pero Sanpaolesi, Mme Francesca Sartogo, M. Francesco Sisinni, M. Roberto di Stefano, M. Gennaro Tampone, M. Bruno Valente, M. Mario Zappetti

Japon
Japan : M. Bunji Kobayashi, M. Heikichy Kihara, M. Riici Miyake, M. Masaru Sekino

Liban
Lebanon : Mme Lady Cochrane Yvonne, Mme Samia Nassar, M. Sadek Tabbara

Luxembourg
Luxembourg : Mme Blanche Weicherding-Goergen

Malaisie
Malaysia : M. Kamarul Baharin B. Buyong

Maroc
Marocco : Mme Khatib, M. Jean-Louis Michon

Mexique
Mexico : M. Carlos Chanfon, M. Carlos Flores Marini, M. Jorge L. Medellin, M. Vicente Medel, M. Ricardo Moreno Guerrero

Nigéria
Nigeria : M. Porthc

Norvège
Norway : Mme Astrid Bonesmo, M. Ola Hektoen Overas, M. Henrick Lund, M. Stephan Tschudi-Madsen

Pakistan
Pakistan : M. A.H. Dani

Pays-Bas
The Netherlands : M. Jan Hengeveld, M. Gisbertus Wennemar van Herwaarden, M. Jan Jessurun, M. Gerard Marie Scholten, M. Cornelius Albertus Swigghem, M. Wim Timp, M. Coenraad Liebrecht Temminck Groll, M. Peter Lauwrens de Vrieze

Pérou
Peru : M. Leonardo Mattos-Cardenas

Pologne
Poland : M. Marian Arszynski, M. Janusz Bogdanovski, M. Vladislav Borusevitch, M. Jacek Cydzik, M. Olgierd Czerner, M. Wieslaw Domaslowski, M. Jerzy Frycz, M. Stanislaw Lorentz, M. Alfred Majewski, M. Andrzej Michalowski, M. Krzysztof Pawlowski, M. Jerji Stankiewicz, M. Andrzej Tomaszewski, M. Jan Zachwatowicz, M. Victor Zyn

Portugal
Portugal : M. Manuel C. Baptista de Lima

République Démocratique Allemande
German Democratic Republic : M. Hans Berger, M. Ludwig Deiters, M. Peter Goralczik, M. Bernhard Klemm, M. Karl-Heinz Loui, M. Kurt Milde, M. Hans Nadler, M. Harry Olschewski, M. Serafim Schoder, M. Jürgen Seifert, M. Helmut Stelzer, Mme Eva Zengel

République Fédérale Allemande
Federal Republic of Germany : Mme Hanna Adenauer, M. Werner Bornheim gen. Schilling, Mme Resine Dolling, M. Ewald Gunther, M. Hans Siegfried Laessig, M. Hans Petzholdt, M. Georg Friedrich Kempfer, M. Wilhelm Schlombs, M. Eberhard Schulz, Mme Elfriede Schulze-Battmann, M. Diether Wildeman, M. Heinz Wolf, Mme Karin Carmen Jung

Roumanie
Rumania : M. Vasile Dragut, M. Constantin-Aureian Triscu, Mme Georgeta-Natalia Stoica

Royaume-Uni
United Kingdom : M. Marcus Binney, M. Henry Forester Cleere, M. The Duke of Grafton Hugh, M. Richard Jeremy Griffith, M. Richard Hare, M. Andrew Saunders, M. John Warren

Suède
Sweden : Mme Birgitta Hoberg, M. Carl-Filip Mannestråle, M. Roland Pålsson

Suisse
Switzerland : M. Guido Borella, M. Hans-Rudolf Heyer, M. Hermann von Fisher, M. Claude Jaccottet, M. Fritz Lauber, M. Ernest Martin, M. Alfred Schmid

Thaïlande
Thailand : M. Suvit Rasmibhuti, M. Diskul

Tunisie
Tunisia : M. Abdelaziz Daoulatli

Turquie
Turkey : M. Halet Cambel, M. Cevat Erder

Tchécoslovaquie
Czechoslovakia : M. Milos Chvalina, Mme Helena Hansova, M. Ladislav Antony, M. Emanuel Hruska, Mme Otilie Svobodova, M. Alexander Vosahlik, M. Josef Stulc, M. Jiri Grabmuller, M. Adolf Svoboda, M. Eluard Kleka, M. Karel Seidl, Oldrich Plzak, M. Emerich Mistecky, Mme Otka Novy, M. Milan Rybecky, M. Josef Vicel, M. Josef Opavsky, Mme Olga Sujanova, M. Vojtech Fifik, M. Imrich Puskar, M. Jaroslav Killian, M. Ladislav Sasky, M. Jaroslav Stohanzl, M. Dobroslav Libal, M. Vlastimil Vinter, M. Stanislav Dubravec, M. Vaclav Bastav, M. Branislav Dognany

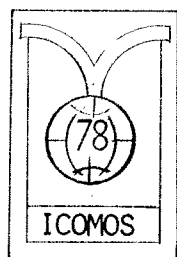
Etats-Unis
United States of America : M. Jack Boucher, M. Porter Briggs, M. James M. Fitch, M. John Fowler, M. Stephen S. Halsey, M. John Henes, M. Edmund Kellog, Mme Natalia Krawec, Mme Elisabeth Mc Dougall, Mme Terry Morton, M. Brown Morton III, M. Thomas B. Muths, M. Arcadi Nebolsin, M. Hermann Pundt, M. Paul Sprague, M. James Sutherland

Yougoslavie
Yugoslavia : M. Radomir Bulatovic, M. Zdravko Kajmakovic, M. Tomislav Marasovic, M. Alexander Ninkovic, M. Azra Redzic-Sebie, M. Nevlida Serdarevic, M. Milan Zeleznik, M. Pavlowitch

Afghanistan
Afghanistan : M. Flemming Aalund

U.R.S.S.
U.S.S.R. : M. V. Popov, M. V. Kondrachov, M. N. Smirnov, M. G. Mojaïev, M. S. Klovov, M.A. Haltourine, M. V. Ivanov, M. O. Chvidkovski, M. M. Apinis, M. L. Beskrovni, M. V. Beridze, M.A. Vanine, M. I. Glianja, M. V. Kouindji, Mme E. Mikouilina, M. I. Nelgovski, M. V. Peterbourjtsev, Mme G. Pougatchenkova, M.I.Rozenberg, M. V. Ianine, M. B. Gnedovski, M. E. Mikhailovski, M. G. Orlov, M. V. Goriainov, M. A. Tchekmarev, M. L. David, M. S. Podiapolski, M. I. Gorine, M. L. Skolski, M. V. Kostotchkine, M. K. Afanasiev, M. B. Rybakov, M. V. Lavrov, M. A. Okladnikov, M.M. Anderson, M. V. Baldine, M.M. Orlov, M. A. Savine, M. A. Kopylov, M. A. Sereguine, M. V.Dvorichine, M.V. Lapshov, M. S. Tchaikovski, M. A. Stechenko, M. V. Koulik, M. K. Krioukov, M. F. Narkhodjaïev, M. T. Djanysbekov, M. Ch. Valikhanov, M. O. Saneblidze, M. R. Jaloveckas, M. K. Rackauskas, M. F. Toms, M. O. Klint, M. I. Puustak, M. D. Goitsov, M. K. Oganessian, M. I. Ellarian, Mme S. Kourbanklitcheva, M. S. Gasparian, M.T. Kouلماتov, M. G. Toptchiev, M. V. Ploujnikov, M. V. Fedorov, M. I. Aleksandrov, M. I. Saltov, M. V. Souslov, Mme I. Antonova, Mme I. Bagrova, M. V. Tepferov, M. V. Kotchemassov, M. A. Anikine, Mme P. Chlikova, M. B. Pokarjevski, M. V. Striganov, M. M. Tsoukanov, M. I. Tchiguichvili, M. Kh. Charipov

SUMMARY REPORT
ON THE VTH GENERAL ASSEMBLY OF ICOMOS



VTH GENERAL ASSEMBLY OF ICOMOS

SUMMARY REPORT

ON THE Vth GENERAL ASSEMBLY OF ICOMOS

Moscow - Suzdal
22nd - 24th May 1978

Contents :

| | |
|---|----|
| I. Opening of the General Assembly | 3 |
| II. Election of the Committees | 8 |
| III. Outgoing Secretary General's Report | 9 |
| IV. Outgoing Treasurer's Report | 9 |
| V. Rules of procedure of the General Assembly | 9 |
| VI. Submission of the draft revision of the ICOMOS Statutes | 9 |
| VII. 1978-1981 Programme and Budget | 10 |
| VIII. Revision of the Venice Charter | 10 |
| IX. Revision of ICOMOS Statutes | 13 |
| X. Committee Reports | 13 |
| XI. Honorary Members election | 19 |
| XII. Election of the new Executive Committee | 20 |
| XIII. Closing of the General Assembly | 21 |
| Annex : list of participants | 22 |

SUMMARY REPORT ON THE FIFTH GENERAL ASSEMBLY

I. OPENING OF THE GENERAL ASSEMBLY

1. Election of the Assembly's Bureau

The Vth General Assembly of the International Council on Monuments and Sites was opened at Theatre Mkhath in Moscow, U.S.S.R., on Monday 22nd May 1978 at 9.30 a.m.

Mr Werner Bornheim gen. Schilling, Chairman of the ICOMOS National Committee in FRG, who was Chairman of the IVth General Assembly in Rothenburg, proclaimed the session opened. Mr. Bornheim expressed the gratitude of the Council and of all present members to the ICOMOS Soviet National Committee for its invitation and cordial welcome. He mentioned the former assemblies, each of them being a step forward in the development of the Council.

On Mr. Bornheim's proposal, the Assembly elected the following officers :

| | |
|---------------|---|
| Chairman | Mr. A.G. Haltourine, U.S.S.R. |
| Vice-Chairmen | Mr. M.N. Deshpande, India Mr. J.M. Essomba, Camerouns Mr. J.L. Medellin, Mexico |
| Rapporteur | Mr. R. Di Stefano, Italy |

Mr. Haltourine expressed his thanks to the Assembly for the honour it had bestowed on him.

2. Official Speeches

Mr Piotr M. Demitchev, Minister of Culture, conveys the U.S.S.R. Cabinet welcome message to the Assembly.

" The Union of Soviet Socialist Republic Cabinet expresses its cordial welcome to the participants in the Vth General Assembly of the International Council on Monuments and Sites.

Historical and Cultural monuments are the concrete evidence of the evolution of mankind throughout the ages; evidence of its history, its achievements and creativity. The knowledge of this heritage is a factor of education for common people and raises up a feeling of national pride and high respect in other peoples.

We are meeting here in our country soon after we celebrated the 60th Anniversary of the Great October Socialist Revolution, and you will be given to see convincing applications warrant of the Soviet people's achievements in various fields and also of the development of the multi-national Soviet Socialist Culture. In this country, the National heritage is in the hands of the people itself and this is typical of the Leninist Cultural policy enacted by the Communist Party and adopted by the Soviet Government. On the first days of our State's existence, the Great Lenin signed the first nationalization acts for Monuments, Sites

and precious museums leaving thus free access to common people to all these places.

These new lines, drawn up by Lenin, were introduced in the new U.S.S.R. constitution, stipulating that : "the State is responsible for the protection, the development and the use made of the society's cultural heritage so as to promote the Soviet people moral and esthetic education and to raise the level of its cultural knowledge". Recently we passed an Act on Cultural and Historical monuments protection and use which meets the same objectives.

For the Soviet people, the modern age problem of preservation and consolidation of peace in the world is closely linked to its activities to protect its cultural heritage and develop the multi-national Soviet socialist culture. During the last war, the Soviet people suffered heavy losses : 20 millions of its children died, tens of thousands of towns and villages were destroyed and with them more than 3000 monuments. Many monuments were restored but some of the finest human genius works were lost for ever. This tragedy experienced by the people of our country and of many others in the world imposes on us to try all what is possible to avoid such thing to happen again.

The work of your Assembly contributes with others in developping exchanges in the field of Monuments and Sites protection and use, may it also stimulate afresh cultural international exchanges ever so important to the détente and confidence between countries and therefore to the consolidation of peace in the world.

The Soviet Cabinet wishes the discussions of the ICOMOS Vth General Assembly will bear results and success and that ICOMOS will reach its own high objectives you defined yourself, to serve the noble cause of Mankind's historical and cultural heritage safeguarding".

Then the Chairman of the Executive Committee of the Council of Representatives for Moscow Workers, welcomes all ICOMOS members meeting in this city.

Mr. Percy Stulz, Director of the Cultural Heritage Division of UNESCO, brought to the Assembly the greetings of the UNESCO Director General. He expressed the Organization's appreciation of the work of ICOMOS in furthering international co-operation. In such a complex and delicate field, UNESCO relied upon the professional support of ICOMOS, both for the drafting of standards for conservation and for research and other activities carried out under contract.

The architectural heritage was, increasingly, perceived as being among the most precious repositories of cultural identity; it had become the object of substantial international co-operation, co-operation which could only lead to wider mutual understanding between different cultures.

ICOMOS had made a significant contribution to this process : its activities in furtherance of the Final Act of the Helsinki Conference of 1975 were a current example. But the Symposium at Suzdal would raise crucial questions : What place is there for historical monuments in contemporary life? How can they be brought back to life in social and economic settings radically different from those in which they were created? The success

of ICOMOS's mission throughout the world would depend upon the kind of answers it was able to provide to these questions.

3. Address by outgoing President

Then Professor Lemaire addressed the Assembly :

"Here we are holding this Assembly larger than ever, coming from over sixty countries, meeting for the sittings of our fifth General Assembly in Moscow thanks to our Soviet Committee's gracious invitation and to the Government of this country. For sure I will not betray your feelings if I say how deeply grateful we all are to our hosts.

Messrs Ministers, dear Friends from the Soviet Committee, Ladies and Gentlemen who have been working for several months to make this welcome so friendly, please accept our thanks and compliments. To be in your country is a happy and enriching event to all of us.

We are happy to be your guests on this old Russian land rich in history and Culture - together Occidental and Oriental - melting pot of encountering and passing civilizations; enriched by a manifold long lasting civilization, often flourishing like its bright domes.

The Symposium to be held in Suzdal by the end of this week, dealing with the study of Monumental Heritage contemporary role, is illustrated in your country in a way that will not fail to enliven our discussions. We shall leave this country bearing in mind renewed contacts and also striking and often great images, evidence of the work of the people of today and of yesterday, in Soviet Union.

Please believe that we shall keep this stay in mind as a great happening in ICOMOS existence and also as a precious memory of your legendary hospitality.

Fifteen years ago exactly ICOMOS was established, by the end of May 1963, during a meeting to set up the Second International Symposium of Historic Monuments Architects and Technicians. This Symposium was to be held the following year in Venice on the fortunate initiative of our honorary President Prof. Gazzola. Since then, ICOMOS has become one of the great international organization in the field of culture. It has representatives in more than half of the U.N. member states. On both national and international levels, it contributes effectively to rule the monumental heritage. Our Council - with the collaboration of UNESCO and step organizations, ICOM and the International Centre for Conservation - endeavours to promote researchs in all the fields concerning safeguarding and to set up a structure able to ensure a better propagation of all scientific, technical and methodological knowledge in all parts of its activities.

Since our last General Assembly in 1975, three years have passed while we attempted to implement the programme adopted at Rothenburg. Our Secretary General will give you the details of our efforts, our successes and hopes and also - why ignore it - of our failures. Thanks to a wider participation of our members, to efforts of a better equipped Secretariat, we have not only enlarged our field of activities but also worked more thoroughly. Should I mention it was made easier by the increasing interest raised in the world by

the safeguarding of our heritage and an increasing awareness of the essential role this heritage plays not only in spiritual life but merely in quality of life.

However, we must not believe we have gained the victory! Since then, the definition of the concept of "Historical Monument" has been enlarged, and since we now consider as monument, beside the major cultural works, all those produced by every day life - the latter alone can lead us to understand and well-define the former - the field of our activities knows no limits. This new dimension requires from those who deal with safeguarding, at all levels and in all fields, to be increasingly watchful and to adapt a new intellectual and moral approach to these new conditions. There is still a lot to be done to adjust our ideas, to better ground our orientations, to give us juridical and administrative means, to improve our methods and develop our techniques so as to support safeguarding activities. This necessary effort is ICOMOS main objective and has been its aims since it was established, working in constant cooperation with UNESCO, the International Conservation Centre, ICOM, I.U.A., I.F.L.A., and great regional political organizations' specialized bodies such as the Organization of American States, the Council of Europe, the Arab League and the African Unity Organization. In the coming years, each of us will have to make drastic efforts to face these wide-spread problems. Therefore we shall have to get our committees organized and prepared to meet together - though it may not be sufficient - these new needs. For the three years to come, I would like to incite all our members to pay a more unremitting attention to and cooperate more regularly than in the past in ICOMOS activities. We gather the great majority of those concerned with and who work for the heritage safeguarding. We have to confront our experiences, to lead jointly our discussions and researches in order to achieve a more appropriate and more efficient work.

No action can be made without the means to carry it out and if we believe in the importance and value of an objective, we have to provide ourselves with the means to achieve it. Finance is generally the cornerstone of any international organization. Unfortunately ICOMOS has to suffer the same rule. Our Treasurer will advise you of his preoccupations. Despite the important financial support provided by UNESCO and a too small number of countries - to whom I must express our gratitude - our budget is far from meeting our main needs. Considering its increasing responsibilities and expenses, the financial balance of our organization is a real miracle accomplished every year. But we cannot rely on miracles for ever. We have to reinforce our financial means accordingly to our expansion. Greater effort must be made in this matter despite today's economic difficulties. I would like you to pay great attention to moderate proposals - I think reasonable - which will be made here. Time has come when we can solicit direct subsidies from official bodies for our central budget - apart from ordinary fees. If all our member states could grant reasonable support - proportionally to each body financial capacity as in other International organizations - our future existence would be secured.

The life of an organization is marked by the men who join and leave it. Because of some health trouble, President Gazzola had to retire soon before the Rothenburg Assembly. I met him three weeks ago and he asked me to give you his compliments and his kindest regards. In July 1977 our Treasurer, Mr. Jean Salusse, left us under tragic circumstances. Since

you had voted him in at Rothenburg, he had been deeply concerned with the Council's interests, its financial balance, its development to meet its ever increasing obligations. We owe him a lot. Let us keep in mind the image of a man who was somehow difficult to approach thus concealing a sharp sensibility and a truthful and unimpaired attachment as well as an acute sense of responsibilities.

Professor Lorentz expressed long ago his wish to retire from the post of Chairman of the Advisory Committee. He finally did yesterday. Mr. Palsson General Director of the Antiquities in Sweden, has taken up his post, now on. Mr. Lorentz - one of our Council founders - assumed the function of Chairman of the Advisory Committee - essential to ICOMOS existence - ever since our Council was formed in Warsaw where we all met for the first time in 1965 on his invitation. We shall never be grateful enough to him. He joined us not only as a man of good advice and shrewdness, but also as a man of great experience in international matters. We shall express our gratitude in another occasion but I would like to tell him right now we are very thankful to him and we hope he will keep on helping us with his advice and energy.

Many international organizations have bent on working jointly with us. The United Nations Secretary General favoured us with his wishes of success in our Assembly. Mr. Bolla - Deputy Assistant Director General Operations - who represented the UNESCO General Director in all our former Assemblies, being kept in Paris, Mr. M'Bow obligingly asked Mr. Percy Stulz - Director of the Cultural Heritage Division - to represent him here. Our co-operation with UNESCO and more particularly with Mr. Stulz is of daily occurrence. We have always worked in warm and trustful terms. I take this opportunity to tell the UNESCO representatives how grateful we are for the great help they provide us and the confidence they show on our work. I am glad to mention present today :

Mr. V. SUSLOV, ICOM

Mr. Bernard FEILDEN, ICCROM

Mr. K. PAWLOWSKI, World Heritage Committee - UNESCO

Mr. J.M. GONZALEZ VALCARCEL, O.A.S.

Mr. ILLINSKI, U.I.A.

Mrs. Eva KICINSKA, IFLA

Dr. V.V. KRINITSKY, U.I.C.N.

Mr. ESSOMBA, OMMSA

Mr. LACONTE, WERC

while Mr. SISINNI represents the Italian Government and Mr. MEDEL the Mexican Government.

Thank you for the interest you show in ICOMOS's work and for being with us today.

Our discussions are to begin. I hope they will lead to practical conclusions and contribute to strengthen our organization and above all enlarge the warm and trustful co-operation between all those responsible for the whole world heritage."

After Mr. Lemaire's suggestion it was agreed this Assembly would address its compliments to the Honorary President, Professor Piero Gazzola.

II. ELECTION OF THE COMMITTEES

The Assembly elected the following to serve on Committees, on the Executive Committee's proposal :

1. Committee on Candidatures :

Chairman : Mr. Foroughi (Iran)

Members : Messrs Dercsényi (Hungary)
Duke of Grafton (U.K.)
Jessurun (Netherlands)
Lewis (Australia)

Secretary : Mrs. Lapeyre (ICOMOS)

2. Credentials Committee :

Chairman : Mr. Hruska (Czechoslovakia)

Members : Messrs Bady (France)
González-Valcarcel (Spain)
Rihaoui (Arab Republic of Syria)
Mrs. Tripp (Austria)

Secretary : Mrs. Gasse (ICOMOS)

3. Committee on Programme and Budget :

Chairman : Mr. Deiters (RDA)

Members : Messrs Erder (Turkey)
Morton (U.S.A.)
Thapar (India)
Vanden Abeele (Belgium)

Ex officio : Messrs Connally (Secretary General)
Sonnier (Vice Secretary General and Treasurer)

Secretary : Mr. Rodgers (ICOMOS)

4. Revision Committee on the Venice Charter :

Chairman : Mr. Schmid (Switzerland)

Members : Messrs Boiret (France)
Dalibard (Canada)

Daoulatli (Tunisia)
Di Stefano (Italy)
Essomba (Cameroon)
Kobayashi (Japan)
Mintchev (Bulgaria)
Pålsson (Sweden)
Pawlowski (Poland)
Saunders (U.K.)

Secretary : Mrs. Smith (ICOMOS)

The elected Committees met after the adjournment of the afternoon session.

III. OUTGOING SECRETARY GENERAL'S REPORT

Mr. Ernest Allen Collany (USA), ICOMOS Secretary General, read out his report on ICOMOS activities from 1975 to 1978. (1)

The Secretary General's report was adopted nem. con.

IV. OUTGOING TREASURER'S REPORT

Mr. Jean Sonnier (France), ICOMOS Vice-Secretary General and Treasurer, presented the Treasurer's Report on the years 1975 to 1978 (1)

The outgoing Treasurer's Report was adopted nem. con.

V. RULES OF PROCEDURE OF THE GENERAL ASSEMBLY

The Secretary General introduced the draft revision of the rules of procedure of the Assembly. This report is a review of the rules of procedure voted by the Constitutive Assembly in 1965, taking into consideration the teachings from former Assemblies.

The new rules of procedure were adopted new. con. (2)

VI. SUBMISSION OF THE DRAFT REVISION OF THE ICOMOS STATUTES

The Secretary General presented the draft revision of the ICOMOS Statutes to the Assembly. This new text was drawn up after taking every National Committee's opinion. It was duly forwarded to all Council members 120 days before the opening of the Assembly. Its main objective is to recruit ICOMOS members on a broader scale while preserving its professional aspect, and also to facilitate all its members' participation - more particularly institutional members - to the Council's activities. This implies both national and international democratic principles to be applied.

(1) (2) Full text available upon request to ICOMOS Secretariat, Paris.

Then the Secretary General introduced three new amendment projects, proposed by the Executive Committee on its 21st of May meeting :

- in article 6 (d), it was proposed to make the text clearer by cutting out the words "unless they belong to the categories defined in article 6 (a) (1) and (2)"
- in article 10 (f), it was proposed to add the ICOMOS Vice-Presidents to the Executive Committee Bureau,
- in article 22, it was proposed to specify that the Statutes be enforced "as soon as the aforesaid Assembly is over".

Considering the necessary splitting up of work in the Bureau and the enlarged work of our Treasurer, the Executive Committee also recommended he should be given the status of Treasurer General.

Finally Mr. Connally pointed out some mistakes printed in the copies of the amendments (Article 6) as issued in the files for this Assembly.

The amendments to the Statutes would be put to the vote the 22nd of May before the Executive Committee was elected.

The session is closed at 1.30 p.m. and resumed at 3.30 p.m.

Mr. Martinez Medel (Mexico) expresses to the Assembly the greetings and wishes of the President of the Republic of Mexico, Mr. J. Lopez Portillo and of the Secretary of State for Housing and Public Works, Mr. Pedro Ramirez Vasquez, architect, Mr. Martinez Medel represented here.

VII. 1978-1981 PROGRAMME AND BUDGET

The Secretary General recalled the main points in the programme and budget provisions for the years 1978-1981, which would be thoroughly analyzed by the Committee on Programme and Budget. The Programme and Budget text adopted for the years 1978-1981 is available from ICOMOS Secretariat upon request.

VIII. REVISION OF THE VENICE CHARTER

The revision of the Venice Charter was considered advisable before the Rothenburg Assembly was held, reminded us the Secretary General who presented the draft revision. An investigation was made among National Committees which produced many suggestions and notes collected by the Secretariat and examined by an ad hoc Committee for which the Executive Committee appointed the following members : Messrs Lemaire (Belgium), Connally (USA), De Angelis d'Ossat (Italy), Fitch (USA), Gazaneo (Argentina), Horler (Hungary), Kobayashi (Japan), Saunders (U.K.), Schmid (Switzerland), Sonnier (France), and Zaldivar Guerra (Mexico).

On the conclusions of this Committee - met at Ditchley Park - was grounded the elaboration of the draft revision which was distributed to all those participating in this Assembly.

Mr. Connally opened the debate and invited all participants to express their opinions, so that the Committee for the Charter revision might take them into consideration.

Mrs. Kairamo reported the Finnish National Committee opinion. Considering that the text adopted in 1964 showed the attitude of specialists in a given period, the Committee thought it should be preserved unchanged. But the discussions held at the Rothenburg Assembly led to think the Charter no longer met today's needs. Thus, the Finnish Committee wished a new text should be elaborated taking into account today's situation and taking up the challenge sent by contemporary humanists. The contents of this Charter would be different to those of the Venice Charter, in terms of quality. The General Assembly in Moscow should draw up its main lines knowing that its elaboration would require much more time than we were allowed here.

Mr. Libal (Czechoslovakia) stated the Venice Charter had become an historic document in itself and as such should not be revised but a complementary text dealing with new problems raised by environment and sites should be added to it.

Mr. Lewis (Australian Committee) pointed out the problems raised in his country by the implementation of the Venice Charter due to some specific Australian aspects. The Australian Committee welcomed the idea to draft a complementary text to the Charter. The definitions should be cleared up particularly the difference made between "restoration" and "conservation". Then he took up some particular points in the draft revision :

- article 13 : it was necessary to stress that additions on a monument should be considered as removable.
- article 14 : the aims of conservation of towns and villages programme were the same as those of the Charter, already mentioned in art. 3.
- article 19 : concerning the building of modern houses within historic areas. It should be stressed clearly that these works should not lead to pull down old houses and would not be carried out on lands other than traditional building lands.
- article 20 : any new construction work jeopardizing or hiding the historical aspect of a site should be avoided.

Mr. Connally drew our attention on a mistake printed in the English language copy of article 19 : please read " should be avoided" instead of "should be available". This unfortunated mistake could lead to completely misunderstand the article. No need to say we did not recommend to pull down houses and rebuild new ones keeping the façade style.

Mr. Dragut illustrated the Rumanian Committee point of view by a comparative example : every state had a regime based on a constitution and laws for practice details. The Venice Charter was ICOMOS' Constitution, its principles being followed by all its members today. Better not impair this fundamental document by ill-considering up-to-date measures, but rather elaborate a complementary document including comments, explanations and fuller information on the former. For this concise elaboration we needed a certain period of time in order to ensure a new consensus on it.

Mr. Dalibard (Canada) considered the document, revision the Charter, laid before this Assembly - developing some parts of the Charter and leaving out others - should not replace the Charter itself which should be kept as an historical document meeting one consent. But many countries needed a more detailed document, more up-to-date and taking into consideration situations typical to the various parts of the world. And more particularly so where developing countries were concerned. This document - parallel to the Venice Charter - would include series of guidelines and trends and could be revised regularly. The time allowed for completion of this document should be determined now.

Mr. Feilden, Director of ICCROM, considered the Charter could be kept in its 1964 original version with an additional document more up-to-date and developing some particular points. On another hand, he pointed out the awkward English drafting of article 2 of the project laid before the Assembly.

Speaking in the name of the Austrian Committee, Mrs. Tripp recommended to preserve the Venice Charter unchanged. She suggested adjustments and comments ought to be elaborated at a national level.

Mr. Froidevaux reminded us that many discussions had dealt with the Venice Charter in France and even so, a symposium was held on it in 1976. The work undertaken in France since the last war has always been respectful of the principles of the Charter : it is regarded as an historic document one cannot infringe. It would be dangerous to change it. On the other hand, according to present needs, additional recommendations could be drafted during General Assemblies if agreed.

Mr. Lemaire drew the conclusions from this debate. He recalled the revision of the Venice Charter was undertaken after the decision taken by the Rothenburg General Assembly. Soon after all National Committees were advised : less than twenty of them did reply. Half of the replies would be in favour of the revision, other would be in favour of the elaboration of an additional document. After the Ditchley Park meeting, the Secretariat thought it interesting to draft a text gathering all the remarks and suggestions made by National Committees.

Mr. Lemaire shared the opinion expressed here : the Venice Charter - passed in 1964 with one dissentient vote - because of this consensus on it, has met the needs of the many. It has become, if not our constitution, at least a fundamental document we always refer to in our activities. No doubt that to revise such a document would be of some danger. Although the main problem with the Charter was article 14 which dealt too roughly with historic towns and quarters problems. If we remained divided on this matter we had not to reconsider or adjust the Venice Charter. A

text passed with a narrow majority could not possibly take the place of the place of the Charter while overthrowing it.

The Committee we had just established would study this problem tonight and would give us its precious advice. We should hear its conclusions and then take a common decision.

The session was adjourned at 6 p.m. and recommenced at 9.00 a.m. on Tuesday 23rd May.

IX. REVISION OF ICOMOS STATUTES

On the Secretary General's proposal, the draft revision of the ICOMOS Statutes together with the amendments proposed by the Executive Committee was adopted nem. con.

X. COMMITTEES REPORTS

1. Credentials Committee

Mr. Hruska, Chairman of this Committee, read its report. He proclaimed present, or duly represented, in the General Assembly 299 active ICOMOS members including 134 by procuration. The Committee had had to reject five letters of procuration it received too late and 6 non-valid others for technical reasons.

2. Committee on candidatures

Mr. Foroughi, Chairman of this Committee, read the list of candidates duly appointed by ICOMOS National Committees or by the Advisory Committee during the 18th session in November 1977 in accordance with the rules of the Executive Committee Election.

He declared that 23 applications were duly made - 9 of them by the Advisory Committee - including Mr. Palsson's application. The latter has just been elected Chairman of the Advisory Committee and as such, will sit in ICOMOS Executive Committee. The Committee on candidatures recommended that - for further elections - the applications made by the Advisory Committee should be declared valid according to the same criteria used for those made by National Committees.

3. Revision Committee on Venice Charter

Mr. Schmid, Chairman of this Committee, read its conclusions and recommendations :

- 1° - The project to review and perfect the Venice Charter should be thrown up;
- 2° - The Venice Charter should be preserved in its 1964 version;
- 3° - A complementary note should be drafted to explicit and comment the Venice Charter, taking into account

the development of restoration principles and techniques since 1964,

- 4° - A new document concerning rural and town architectural centres should be elaborated. This document - to think the best - could possibly be regarded as a new charter and attached as an appendix to the Venice Charter. Paragraphs 14 and 19 of the draft revision set forth before this Assembly could be used as a starting point for the elaboration of this new document.
- 5° - The Executive Committee should be entrusted with establishing at once two working teams to draft :
 - the explanation note
 - the document on the ensembles.
- 6° - Invite those two working groups to lay their work before the Executive Committee as soon as possible for instance at the November 1978 session.

Then Mr. Schmid explained the reasons that led the Committee to make those proposals :

- a. As many National Committees and participants in this General Assembly did the Committee considered the Venice Charter as an historic document, a real "Constitution". It has stood the test of time and it would be ill-timed to amend it now.
- b. The text of the revised Charter did not bring out the main point, it was more prolix and more obscure than the Charter itself. The problem of ensembles was introduced while ignoring that of archaeological excavations. The document as a whole was less coherent than the Venice Charter.
- c. The Committee believed a commentary on the Venice Charter would be enough to bring it up-to-date. This would avoid the problem to raise a consensus on a new charter. Just like a pursuance decree, this commentary could be regularly revised in tune with the development of the architectural heritage principles and methods of conservation.
- d. Time was urging on us : some countries, in particular the third world countries, were in urgent need of such a document. It was ICOMOS's duty to help them for fear some important or even fundamental parts of their architectural heritage might disappear. It would be wise to set forth a first draft of these documents before ICOMOS executive bodies as soon as November 1978.

Mr. Pane (Italy) - one of the drafter of the Venice Charter - considered the principles it contained were still up-to-date. The economic and raw materials crisis created a new situation where ecologists and architectural heritage restorers faced the same problems and dangers. Natural and Cultural heritage as a whole was vital to our existence, to our physical and mental health. Like an historical monument the Venice Charter was a

living and not a still object. We had to regard it as a modern and useful document. A new additional document should deal with the new problems.

Mr. Dragut (Rumania) complimented the revision Committee for presenting such well-advised recommendations. He informed the Assembly of the Rumanian National Committee proposals to take over the publications of a brochure including the 1964 document and its commentary and the new document on the ensembles.

Mr. Lemaire was satisfied to take due note of the Committees' wise proposals. Although he made some reserves saying that very little time was left to elaborate those two projects. Those texts would be of such great importance that they required to be studied in a General Assembly. Only a wide majority - or full consent at the best - of a large Assembly could endow it with some powers. We should rather drawn up a calendar for the gradual elaboration of these documents : working teams would elaborate them, then the Executive Committee would study the elaborated documents which would finally be mailed to National Committees. But for the time being, in order to face the urgency of the matter - mentioned by many participants - the provisional text set forth before the Advisory and Executive Committees could already be distributed.

A monument stood for a document to history, mentioned Mr. Insall (UK). Here was a document that had become an historical monument itself. The proposed decision was judicious and met the approval of all those concerned with the protection of our history.

Mr. Pavlowitch (Yugoslavia) approved the proposals made. He mentioned a problem the new documents should deal with ; the development of tourism and its dangers for our heritage.

Mr. Barthelemy (Belgium) set forth some of the Belgian National Committee remarks. We should take the opportunity of these discussions on the Venice Charter - fourteen years after it was adopted - to study its concrete implementation. The principles involved in the Charter had not been questioned but they now applied to a much wider field of activities and therefore they had to face new problems such as :

- the very aim of the Charter was the safeguarding of monuments whereas today, the safeguarding of urban fabric and less marvellous architectural ensembles has become crucial,
- the environment of monuments - either isolated or in an ensemble - should be kept under strict supervision.
- the safeguarding of housing raised preoccupying social problems such as that of adaptation.

These new documents should be elaborated jointly with other professional organization concerned - such as town-planners.

Contemporary town-planning ideas had evolved in a way that would allow us to work jointly with them for a better environment.

Mr. Houlet reminded that France was a country where the Venice Charter had been discussed most. A symposium was held on this matter in Paris in 1976. It laid very clear conclusions : the principles involved in the Venice Charter dealt with monuments and remained up to date. But they did not apply to the problems raised by the conservation of ensembles. Why was it so? Mr. Houlet suggested a personal answer : to him, what was fundamental for the conservation of an ensemble is not only material structures but also the life inhabiting them. A monument could be well preserved and be of no use. If life no longer inhabited an ensemble - of a town or of a village - nothing remained and the whole structure fell apart. The Venice Charter was drawn up by specialists of conservation and applied perfectly to monuments; ensembles appealed to town-planners - as Mr. Barthelemy said - and we should take this into consideration. The new document on ensembles should not be elaborated as a revision of the Venice Charter but rather as a text completely apart and drawn up in the lines of a "conservation town-planning". We should stand as pioneers in this new activity of the conservation of ensembles which was so difficult and complex. No doubt the elaboration of such a document would take a rather long time.

Mr. Chvidkovski (U.S.S.R.) agreed with what had been said about the Charter being still of everybody's concern today, its principles standing as evidence of the advanced ideas in 1964. The new text to come should deal with town and land planning problems, vernacular architecture, and take into account the specific needs of developing countries. An international meeting should be held to draw up the main lines of this document and a careful elaboration could ensue to become an historic document.

Mr. Maroevic (Yugoslavia) noted that the way a monument was presented created a link between ourselves and times gone by of which it was the evidence. Therefore we had to make sure the presentation was done in a way to stress the historical significance of the monument as a whole.

In the third world countries, - and more particularly in Arabic countries - the point was not safeguarding such or such quarter but a whole traditional city added Mr. Daoulatli (Tunisia). Those 9th or 10th century very lively towns see their structure impaired by a speedy town development. In the name of progress and development, those historic wealth are jeopardized by architects and town-planners - most of the time trained in schools with no close connection with their own country - . Specialists of conservation - often regarded as addicted to the passed - tried to go against this trend. How could we stop it? Legislation in those countries was helpless, even in Europe it was often ill-suited and inefficient to face the problems of historic heritage conservation.

Then Mr. Daoulatli drew our attention on problems specific to Arabic towns where monuments referred to a different conception : the outer architecture of great buildings - mosques, medersas, palaces - was very sober and well-fitting in the general pattern of the town, and would lose its significance be it isolated. Environment and sites problems were very basic problems which were not introduced in the Venice Charter. A document dealing with ensembles was of crucial importance to developing countries so as to back the specialists' efforts of safeguarding.

Mr. González Valcarcel (Spain) agreed with the decision taken to preserve the Venice Charter unchanged and to devote a particular document to ensembles.

It should not ignore the vernacular architecture problems so varied and specific to each country. As a matter of fact, the swift evolution of our societies and people's migration could rush its end. "Population" was a new datum we should not ignore since it joined the guidance data "time" and "space" that framed our efforts in the field of historic monuments in the past.

Mr. Morton (U.S.A.) recommended this new document should be elaborated in close co-operation with all governmental and non-governmental bodies concerned with the world cultural heritage safeguarding. Co-operating with UNESCO and ICCROM in this matter was to him of first importance.

Mr. Parent (France) thought this debate was worthwhile and cleared up the situation in both theoretical and practical matters. The Committee proposed the elaboration of two basically different documents. The commentary on the Venice Charter could be a kind of explanation note to avoid all mis-interpretation of the Charter. It would then take into consideration the evolution occurred since 1964 which enlarged the concept of "monument". In doing so the document would introduce the principle concerning vernacular architecture and industrial archaeology which are among today's preoccupations.

He was particularly pleased that the Third World problems were mentioned as well as the urgent necessity to draft a charter on ensembles introducing a new principle : the "conservation town-planning". However he noted that the 1975 Warsaw Recommendation on the safeguarding of historic and traditional ensembles and their contemporary role, adopted by UNESCO General Conference in 1976 could be an interesting document to refer to. This document was made more detailed than a charter, trying to study all foreseeable cases. It could also be used as an important means of information for the drawing up of the charter on ensembles.

Mr. Ankini - an observer from Congo - was very grateful to ICOMOS to have allowed him to sit in this meeting. He thanked the speakers who during the discussions on the Venice Charter drew the Assembly's attention on the Third World specific problems. He agreed to the lack of juridical texts and to difficulties for authorities responsible for culture to raise their voice to political ears. The Venice Charter to him was a precious means - the text being clear and concise - to back their activities and to safeguard their heritage.

4. Committee on Programme and Budget

Mr. Deiters read his Committee's conclusion. ICOMOS programme of activities had been expanded greatly over the past thirteen years. Therefore the Executive Committee had proposed a programme for the years 1979, 1980, 1981 which was in line with the broad long-term goals of ICOMOS as well as with the specific objectives which had been recently adopted.

The accomplishment of all these objectives calls for the strengthening of the infrastructures of ICOMOS. Priority should therefore be given to the development of ICOMOS Secretariat and Documentation Centre.

The new statutes we have just voted would permit an increase in the size

of the National Committees, would enable them to expand the range of activities and attract support from many national institutions which would participate in their works. The ICOMOS Executive Committee and Bureau should help them in this task and support their activities. Their efforts should also be directed towards the creation of new national committees. In this connexion, the programme rightly foresees the development of regional initiatives, particularly in Africa, Asia and Latin-America. These initiatives could it was thought be funded largely by extra budgetary sources.

The Executive Committee should consider setting up a special working group to assist with the preparation of the next General Assemblies in 1981 and 1984.

ICOMOS should promote the development of specialized International Committees dealing with today's problems in this particular field which might largely contribute to the success of ICOMOS programmes. The Executive Committee would have to seek ways of increasing the support given to International Committees. New international Committees - such as "Youth and heritage" or "wall paintings" Committees - or else - should be established.

The ICOMOS publications programme had to enter a new phase and should provide for the wider diffusion of the results of our work. It proposed to produce a small publicity brochure in 1978.

One of the prime objectives of the programme was to create improved possibilities for training and education in the field of conservation. In this respect, co-operation with UNESCO, ICCROM, the regional centres and ICOMOS National Committees had to be continued and intensified. ICOMOS would also co-operate with UNESCO in the preparation and implementation of international recommendation and conventions in the field of the conservation of monuments and sites.

The ICOMOS programme had been worked out in great detail by the ICOMOS Secretariat, with 51 items. This had been analysed by the Programme and Budget Committee, meeting yesterday and today. We proposed that the programme for 1978-1981 be elaborated in the light of the General Assembly's decisions - expressed in such a way as to relate specific expenditure to specific activities including an allotment of the Secretariat's overheads to those activities. This new programme will be sent to all National Committees.

The Committee on Programme and Budget considered that the programme was suitable for adoption. The major problem was to bring it in line with the amount of funds available to ICOMOS. The budgetary estimates showed that ICOMOS had just sufficient funds to cover the cost of its existing activities in 1978 but it was also estimated that by the end of the three-years period there would be a very large accumulated deficit - over \$ 100,000.00 - if we merely continued with our present activities. It should be noted that the start-up costs of the UNESCO-ICOMOS Documentation Centre accounted for a relatively important part of the increase in costs over the period. The Executive Committee was therefore faced with a choice : either the extra funds had to be provided, or the decision would have to be taken to curtail ICOMOS's activities, and its ability to fulfill its own objectives. We felt that the latter alternative would be most regrettable. We therefore suggested :

1. that systematic fund raising should be considered as an integral part of the ICOMOS programme. It should be part of the responsibilities of the new Executive Committee to engage in a major fund-raising drive.
2. that National Committees be invited and helped to extend the financial base of ICOMOS by increasing the number of members - and institutions - and by approaching their governments for direct or indirect financial assistance. Priority should be given to enlarging the direct budget. We found that the suggested scale of contributions which the Treasurer placed before the Executive Committee is a good basis for these approaches, since it allowed for flexibility in the means of payment ;
3. on the basis of established priorities, the Executive Committee should reserve the direct budget for the most important tasks. Every effort should be made to supplement the direct budget through UNESCO contracts and through special arrangements with National Committees and other institutions ;
4. the Committee also recommended that National Committees or groups of national committees should be stimulated and called upon to do their utmost to lighten the central budget by undertaking to finance specific activities in the international programme from their own resources. For instance, the United States National Committee had shown its readiness to finance the publicity brochure in 1978. Other National Committees might wish to emulate the example of the Bulgarian National Committee in financing the overheads and activities of an existing or a new international committee.

The Programme and Budget Committee invited all the members to examine their possibilities of providing support for the ICOMOS programme for the next three years. Only thus would we be able to accomplish the programme which we have set ourselves. Furthermore we asked the General Assembly to give instructions to the new Executive Committee to take the necessary steps without delay.

On Mr. Haltourine's proposal, the 1978, 1979 and 1980 ICOMOS programme of activities was agreed by the Assembly.

XI. HONORARY MEMBERS ELECTION

In the name of ICOMOS, Mr. Lemaire proposed the General Assembly to confer the title of Honorary Member to three personalities wellknown for their positive role in ICOMOS activities :

- Prof. Stanislas Lorentz, Director of the National Museum of Warsaw, Chairman of the ICOMOS Advisory Committee from its foundation until 1978 - recommended by the Polish National Committee -

- Mr. Milton E. Lord, Honorary Librarian of the Boston Public Library, Chairman of the ICOMOS Documentation Committee from 1969 until 1978 - recommended by the U.S. National Committee -
- Prof. Jan Zachwatowicz, former Architecture lecturer at the Warsaw Military Academy, Chairman of the International Committee for Historical Towns - 1970-1976 - recommended by the Polish National Committee.

This proposal was adopted nem. con. by show of hands.

XII. ELECTION OF THE NEW EXECUTIVE COMMITTEE

The Assembly elected the Executive Committee members for the 1978-1981 term. Voting was by secret vote under the supervision of the General Assembly Vice-Chairmen - Messrs Deshpande, Essomba and Medellin - assisted by a polling committee formed with Mr. Boiret (France), Mrs Kairamo (Finland) and Mrs. Morton (U.S.A.) who supervised the ballot and counted the votes.

The session was closed at 1.30 p.m. and recommenced at 9 a.m. on Wednesday 24th May at Suzdal.

Mr. Deshpande proclaimed the results of the election : out of 299 votes 292 were valid, 3 were blank and 4 spoilt.

The General Assembly had elected the following members :

| | | |
|---------------------------------------|-----------------------------------|-----------|
| <u>President</u> | : Mr. R.M. LEMAIRE (Belgium) | 267 votes |
| <u>Vice-Presidents</u> | : Messrs J.O. Gazaneo (Argentina) | 269 votes |
| | A.G. Haltourine (USSR) | 261 votes |
| | Gamal Mokhtar (Egypt) | 272 votes |
| | K. Pawlowski (Poland) | 248 votes |
| | B.K. Thapar (India) | 282 votes |
| <u>Secretary General</u> | : Mr. E.A. Connally (U.S.A.) | 276 votes |
| <u>Treasurer General</u> | : Mr. J. Sonnier (France) | 283 votes |
| <u>Members of Executive Committee</u> | | |
| Messrs | P. Breitling (Austria) | 243 votes |
| | J. Dalibard (Canada) | 275 votes |
| | R. Di Stefano (Italy) | 248 votes |
| | C. Erder (Turkey) | 235 votes |
| | J.M. González Valcárcel (Spain) | 207 votes |
| | B. Kobayashi (Japan) | 273 votes |
| | M. Mintchev (Bulgaria) | 241 votes |
| | N. Moutsopoulos (Greece) | 214 votes |
| | D. St Pavlowitch (Yugoslavia) | 242 votes |
| | V. Pimentel (Peru) | 221 votes |
| | A. Roman (Hungary) | 190 votes |
| | A. Saunders (U.K.) | 281 votes |

Moreover, 170 votes went to Mr. Hotke (Netherlands) and 143 to Mr. G. Gasparini (Venezuela).

XIII. CLOSING OF THE GENERAL ASSEMBLY

Mr. Lemaire expressed his emotion and thanked the Assembly for bestowing him the honour of renewing his contract for the presidency of ICOMOS for another three years.

He would endeavour to implement the newly adopted programme and asked for the co-operation of all National and International Committees and members to carry it out.

He sincerely congratulated the Soviet National Committee and all the persons who had worked without respite for the past few days to permit to hold this Assembly in the best conditions - and he expressed his gratitude to all the participants for their concern and efficiency.

He proclaimed the ICOMOS Vth General Assembly closed at 9.30 a.m.